

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication d'administration ou de rédaction du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Glonkhot) pérouok, maison Dusaev, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée et accompagnée de l'adresse de l'éditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A S^T-PÉTERSBOURG
ANGLAIS ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RÉCLAMES 25
FAITS DIVERS 75

S'adresser à S^T-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhot) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGENITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LANGENITZ, ci-devant N. KUMMER, libraire à Kiev; R. LAMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinobsk; K. F. BOUDREVITZ, libraire à Jitomir, et G. BARENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A S^T-PETERSBOURG.

	Un mois	Trois mois	Six mois	Un an
Russie (S ^T -Petersbourg,	2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
Autres provinces de Russie	2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande, Italie	2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r.	8 r.	15 r.	27 r.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r.	8 r.	15 r.	27 r.
Etats-Unis d'Amérique	3 r.	8 r.	15 r.	27 r.

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour S^T-Petersbourg: au bureau spécial lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhot) pérouok, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de S^T-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 7 mars.

MARINE IMPÉRIALE. Promotion au grade de général-major et admission à la retraite pour cause de maladie avec pension et droit de porter l'uniforme, le colonel Gourovitch 1^{er}.

Décès. Le général-major du corps des ingénieurs constructeurs de vaisseaux Okounov, membre de la section des constructions navales du comité technique de la marine. (Ordre du jour imp. du 5 mars.)

MINISTÈRE DE LA MARINE. Décès. Le conseiller d'Etat actuel Stritter, fonctionnaire de IV^e classe pour missions spéciales attaché au gérant du ministère. (Ordre du jour imp. du 5 mars.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Prolongation de mission scientifique à l'étranger, jusqu'au 1^{er} mai 1873, à l'agréé Dragomirov, de l'université impériale de St-Vladimir.

Missions scientifiques à l'étranger: pour deux mois à partir du 20 avril 1873 — au professeur ordinaire Melnikov, de l'université impériale de la Nouvelle-Russie; pour les vacances d'été de 1873 — au professeur ordinaire Walz, de la même université; pour 4 mois à partir du 1^{er} avril à l'agréé Pomiatovskiy, de l'université impériale de St-Petersbourg; pour un an à partir du 1^{er} mars 1873, au professeur ordinaire surnuméraire Wagner, de la même université; pour deux ans au licencié Tzarévitich, de la même université, et au bachelier Savitskiy, de l'université impériale de Moscou.

Mission scientifique pour la Russie et l'étranger pour 6 mois à l'assesseur de collège Radlov, inspecteur des écoles tatares, baschkires et kirghises. (Ord. du jour imp. du 27 février.)

MINISTÈRE DES VOIES DE COMMUNICATION. Nomination. Le conseiller d'Etat actuel Lebédov, ingénieur surnuméraire en disponibilité au ministère, est placé à la disposition de l'administration du IV^e arrondissement et détaché pour des travaux de recherches dans la province du Taigant, ayant pour but son irrigation. (Ord. du jour du ministre des voies de communication du 2 mars.)

Le 27 février, sur le rapport du ministre de l'instruction publique, S. M. l'Empereur a daigné ordonner la création d'une commission spéciale chargée d'examiner les questions concernant l'organisation des archives. Placée sous la présidence du conseiller privé et sénateur Kalatchev, elle se composera de délégués de plusieurs ministères et administrations générales. (Messager officiel.)

Les 20 et 27 janvier et 2 et 10 février S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la création des bourses ci-dessous: 1^{re} de deux bourses à l'Académie médico-chirurgicale, au moyen d'un capital de 3,000 r. offert par le conseiller d'Etat actuel A. F. Palzov et d'un capital légué par le docteur en médecine Skroboto, dont les intérêts annuels s'élèvent à 300 r. 2^e à l'école primaire de la ville de Douchet, au moyen d'une retenue sur les recettes communales annuelles, en témoignage de reconnaissance pour les services rendus par le conseiller privé Orlovsky, gouverneur de Tiflis. 3^e d'une bourse au gymnase de jeunes filles de Yaroslavl, au moyen d'un capital de 3,100 r. offert par la corporation marchande en souvenir du sénateur I. S. Oumkorsky, ci-devant gouverneur. (Bulletin des lois.)

Le Bulletin des lois public:
Les statuts: 1^{er} de la Société anonyme en participation de la fabrique de sucre de betterave à Kalinovsk, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 12 janvier, 2^e de la Société anonyme en participation pour contribuer à réparer des facilités d'existence à Yalta, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 16 février 1873. 3^e des Associations de prêts et d'épargne des villages de Stepkovka et Sotkova (gouvernement de Kherson) et du bailliage Sotkova (gouvernement d'Arkhangel) approuvés par le ministre des finances les 27, 29 et 30 janvier.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. Exc. l'aide de camp général prince Dolgorouki, gouverneur général de Moscou, a quitté hier St-Petersbourg pour retourner à Moscou.

On nous assure que la nouvelle organisation urbaine sera mise en vigueur dans notre capitale le 1^{er} avril prochain. A partir de cette date, S. Exc. l'aide de camp général Trépoev échangera son titre de grand-maître de police contre celui de « chef de la ville de St-Petersbourg et de la banlieue ».

Une des hautes institutions administratives du pays serait saisie du projet de statuts présentés par le chancelier de l'Empire et réglant le système d'administration des propriétés des monastères étrangers en Russie. D'après ce projet la direction de ces propriétés en Bessarabie au Caucase devrait être mise à la charge du gouvernement, en écartant toute immixtion de délégués des monastères et en statuant à l'avenir à l'égard de ces propriétés les dispositions suivantes: a. les propriétés en question seraient affermées aux enchères dans nos administrations, d'après le mode et aux conditions fixés par le gouverneur général de la Nouvelle-Russie et le chef de l'administration centrale du lieutenant de l'Empereur au Caucase; b. les prix d'affermage de ces pro-

priétés devront être versés dans les caisses des institutions de crédit publiques et délivrés sur l'autorisation et la demande spéciale du ministre des affaires étrangères; c. la surveillance à exercer sur ces propriétés serait à la charge des administrations ayant fait les enchères, en y instituant à cet effet, en cas de besoin, des bureaux spéciaux et d. les poursuites ou procès se rattachant à ces propriétés devraient être confiés aux avocats indigènes, dont la rémunération serait à prélever sur les rentes des propriétés. (Gazette de Moscou.)

Le comité des ministres a examiné dans sa dernière séance le rapport du gouverneur général de Kiev proposant de remettre les bâtiments de l'ancien cloître des carmélites supprimé aujourd'hui, — bâtiments sans destination définitive — à la ville de Berditchev comme propriété, y compris le capital formé par la location de ces bâtiments jusqu'à ce jour, à la condition que la ville soit à l'avenir chargée de l'entretien des bâtiments occupés par les administrations publiques. (Idem.)

La rive droite du Volga près de Kostroma se reconstruit de plus en plus de sable, qui menacent de réunir prochainement les deux rives du fleuve par des bancs ne laissant qu'un fort petit espace pour le passage des bateaux, le ministre des voies de communication s'occupe actuellement d'un projet d'études des conditions du chenal dans cet endroit, afin de prendre des mesures et procéder aux travaux d'amélioration de la navigation. (Idem.)

Le comité pour les affaires de Pologne a examiné dernièrement les propositions suivantes: a. sur l'interprétation des prescriptions du 30 juillet 1870 réglant les droits aux pensions des fonctionnaires publics du royaume et b. les dispositions réglant l'ordre dans lequel devront être approuvées les conventions de rachat des droits fonciers sans terme et autres impôts et redevances. (Idem.)

La même feuille rapporte le bruit que le chemin de fer de Nikitovka (station du chemin de fer Koursk-Khar'kov-Azov), à Zvereva (station du chemin de Voronezh-Kostov) devant traverser le bassin des houillères du Don, serait construit à voie étroite, ce qui tournerait, comme le fait très-justement remarquer la Gazette de Moscou, au détriment le plus manifeste des intérêts de l'industrie houillère, en vue de laquelle précisément cette ligne a été portée dans le réseau approuvé en 1870.

La Gazette (russe) de l'Académie prétend que des approbations du nouveau système administratif transformant la police actuelle en administration urbaine, les bureaux du grand maître de police actuels seront transférés dans le bâtiment du ministère de l'intérieur.

L'administration de la ville de St-Petersbourg, dans sa nouvelle organisation, aura à se prononcer, dit-on, sur le projet, émanant de l'un de ses membres, de se charger de la Gazette de police de St-Petersbourg en lui donnant le nom de Gazette de la municipalité de St-Petersbourg et en changeant son programme de façon à ce qu'elle devienne l'organe de la douma. (Nouvelles Temps.)

Le même journal dit avoir appris que le nouveau projet d'administration de la ville de St-Petersbourg, tout en conservant la division de la ville en arrondissements, se propose de remplacer les prištav par des chefs d'arrondissement. A chacun de ces derniers seraient adjoints deux commissaires de quartier (extérieurs et intérieurs) comme cela existe déjà, mais en étendant le rayon de leurs activités. Les commissaires auraient donc leurs propres bureaux, et ils seraient choisis parmi des personnes suffisamment instruites à cet effet. On dit que les appointements d'un commissaire seraient portés à 75 r. par mois.

M. le baron Velho, directeur du département des postes, revenant d'une tournée d'inspection en Sibérie, se trouvait dernièrement à Saratov, d'où il devait se rendre au Turkestan. (Gazette de Saratov.)

Nous lisons dans la Gazette (russe) de l'Académie: « Nous apprenons que les juges de paix de St-Petersbourg ont adopté, lors de la discussion qu'ils ont eue dans une de leurs dernières assemblées au sujet de la garde des héritages, une nouvelle règle d'un certain intérêt pour la justice à ce jour, toutes les fois qu'un héritier, exécutant la décision d'un juge de paix appartenant à la garde d'un bien ayant appartenu à une personne défunte, trouvait des sommes d'argent, il avait l'habitude de les porter dans l'inventaire qu'il dressait et de les déposer le lendemain à la Banque de l'Etat. Ce mode d'opérer mécontentait souvent les héritiers. On disait à ce propos que ces derniers étaient forcement amenés à concevoir des appréhensions de voir des sommes, quelquefois considérables, emportées par un homme qu'ils voyaient pour la première fois et qui, comme tout le monde, était sujet aux accidents. Bien qu'il n'y ait pas eu de cas de ce genre à signaler, l'assemblée des juges de paix a décidé qu'à l'avenir l'héritier chargé de dresser l'inventaire du mobilier d'un défunt déclarera aux héritiers présents qu'ils peuvent l'accompagner à la Banque, à laquelle il remettra les sommes et les documents inventoriés. De plus, lorsque les sommes trouvées dépasseront 600 r. (c'est à ce chiffre que monte le cautionnement déposé par chaque héritier) — l'héritier ne les emportera pas, mais les laissera dans l'appartement où elles ont été trouvées, dans un endroit fermé et après avoir apposé les scellés, et désignera un gardien jusqu'à ce que les capitaux puissent être déposés à la Banque. »

Le même journal dit que le mauvais état de nos communications par eau, le système défectueux de la surveillance de la navigation et les contraventions aux lois réglant l'ordre de la marche des bateaux sur les fleuves et canaux, ont attiré l'attention particulière du ministère des voies de communication. L'urgence de mettre nos voies navigables dans un état parfait est tout autant reconnu par notre ministère des finances. Le conseil de l'Empire aurait, lors de l'examen du budget du ministère

des voies de communication, fait observer la nécessité d'une réforme des arrondissements des voies navigables. Plusieurs commissions sont réunies actuellement pour s'occuper des questions ayant trait à la navigation. Elles sont instituées au ministère des voies de communication et à d'autres ministères.

La Voie annonce que sur la demande du ministre de l'instruction publique, a été autorisée l'institution à Moscou, à la 1^{re} école de district, d'un cabinet de lecture populaire, placé sous la surveillance immédiate de l'inspecteur de cette école.

Nous apprenons que les travaux préparatoires pour l'exploitation des houillères de Tchoukovo situées dans le district de Skopin, gouvernement de Riazan, et la construction du chemin de fer reliant ces dernières au réseau russe, sont actuellement terminés et que c'est demain qu'aura lieu l'inauguration de cette œuvre utile, à laquelle plusieurs personnes sont invitées.

Le Nouveau Temps dit qu'il se forme à Petersbourg une grande Société pour la fabrication du papier, et qu'on nomme plusieurs imprimeurs parmi les fondateurs de cette entreprise.

Bien que les frais d'établissement du nouveau jardin de la place de l'Amirauté ne soient pas encore déterminés, dit un correspondant de St-Petersbourg de la Gazette de Moscou, ils doivent être très considérables, comme quelques données le démontrent. La ville aurait assigné à cet effet l'année dernière la somme de 40,000 r. et pendant l'année courante on se proposerait de dépenser pour la construction des fontaines et bassins 60,000 r., d'une grille en fer autour du jardin 19,000 r. et d'un nouveau trottoir 14,600 r. En outre, une somme de 12,500 r. serait demandée pour les travaux d'organisation du jardin proprement dit.

Les Nouvelles annoncent que sur l'initiative de S. Exc. le grand-maître de police, on a fondé dans la propriété de M. Outkine, située à Okhta, un asile pour 300 indigents des deux sexes avec un hospice pour les malades. C'est le 2 mars qu'a eu lieu l'inauguration de cet asile.

Une correspondance particulière adressée de Moscou à la Gazette de l'Académie communique la nouvelle, venant, assure-t-elle, d'une source certaine, que quelques-uns des membres de la Société de protection des ouvriers, d'accord avec plusieurs marchands de Moscou et constructeurs de chemins de fer, sont en train de former une Société au capital de 60 mille roubles divisé en actions de 1,000 r. chacune, pour la construction à Moscou d'un théâtre populaire permanent, et que les projets des statuts de cette société auraient passé déjà plusieurs instances.

D'après le Nouveau Temps, quelques capitalistes demandent l'autorisation de construire un chemin de fer à traction de cheval, à travers le Vassili-Ostrov et le quartier du Vieux-Petersbourg aux îles et au Corps forestier.

Il est question, dit la Gazette (russe) de l'Académie, de construire un théâtre à Pargolovo. Les travaux commencent le 1^{er} avril.

Le Messager judiciaire croit savoir que l'enquête se rattachant au procès célèbre de la secte des skoptsi de Petersbourg est terminée et que le résultat a été transmis au procureur de la cour d'appel. On se propose de traduire devant la cour quatre skoptsi; quant aux 60 autres impliqués dans cette affaire par le ministère public, on aurait conclu, dit-on, à cesser les poursuites.

Nous continuons à emprunter au Monde russe le résumé du projet de la réforme militaire (1):

De la composition des circonscriptions de recrutement. Tout l'Empire est divisé en circonscriptions d'appel. Cette division se fait dans chaque district séparément.

En Pologne les districts ne sont pas subdivisés, mais chacun constituera une circonscription spéciale, à l'exception du district de Varsovie, qui sera partagé par la Vistule en deux circonscriptions.

Dans les gouvernements de Livonie et de Courlande il sera pris pour base de la division en circonscriptions d'appel: dans la première, le territoire formant le cercle de compétence de l'Ordnungsgericht et dans la seconde celui du Hauptmannsgericht.

Les arrondissements de la province du Don, à l'exception de ceux de Miouss et du Donets, de mêmes districts de l'Oural, du Kraban et du Terek, constitueront chacun une circonscription spéciale. Les provinces des cosaques d'Astrakhan et d'Orenbourg seront fusionnées avec les circonscriptions d'appel des districts les plus voisins des gouvernements d'Astrakhan, de Saratov et d'Orenbourg. Les modifications de ces règles ne peuvent avoir lieu que par autorisation du ministre de la guerre, d'accord avec le ministre de l'intérieur, et sur la proposition des administrations provinciales.

Les circonscriptions d'appel comprendront toute l'étendue d'un district avec toutes les localités habitées y compris les villes; cependant celles des villes qui comptent 5 mille âmes de population masculine et plus constitueront des circonscriptions spéciales.

L'étendue d'une circonscription d'appel est déterminée par le nombre des habitants, à savoir: une circonscription rurale ou une circonscription mixte rurale et urbaine comptera de 8 à 20 mille âmes, et une circonscription urbaine — de 5 à 40 mille âmes de population masculine. Les villes comptant plus de 40 mille âmes de population masculine peuvent être divisées en plusieurs circonscriptions.

Lors de la formation des circonscriptions d'appel les communes ne peuvent en aucun cas être divisées.

Dans chaque circonscription d'appel une localité sera désignée d'avance pour la convocation et la réception des individus devant en-

trer au service. Cette localité devra être soit une ville située dans la circonscription, soit le village le plus important situé avantageusement et d'une grandeur suffisante pour loger tous les conscrits.

La distance entre le lieu de réunion et tous les points de la circonscription les plus éloignés, devra être dans tous les districts, à l'exception de ceux indiqués plus bas — autant que possible, — de 30 verstes et en aucun cas ne devra dépasser 50 verstes; dans les districts du gouvernement d'Arkhangel, de même que dans les districts de Povenets, de Poudoj et de Kargopol du gouvernement d'Olonets, dans les districts d'Oust-Syssel — de Yaren, de Solvitchegod et de Vel, du gouvernement de Volgodna, et enfin dans le district de Tcherdyng du gouvernement de Perm — cette distance ne devra pas dépasser 120 verstes.

La division des districts en circonscriptions d'appel, et le choix de la localité pour les rassemblements, sont à la charge des zemstvos de district (dans les gouvernements où les zemstvos ne sont pas encore institués, à la charge des commissions spéciales, composées du maréchal de la noblesse, du maire de la ville, du maître de police et de l'arbitre de paix, sous la direction de l'administration gouvernementale pour les affaires des paysans, assistée d'une commission spéciale pour les contributions locales). La division d'une ville en circonscriptions d'appel est à la charge des municipalités.

Les circonscriptions d'appel une fois déterminées, les zemstvos de district ou les commissions qui les remplacent présentent aux ministères de l'intérieur et de la guerre la liste des circonscriptions, avec l'indication des villes, communes et en général de toutes les localités habitées qui sont entrées dans la composition d'un district, de même que des localités choisies pour le rassemblement des conscrits. Des lors aucune modification dans le nombre et l'étendue des circonscriptions ne sera admise qu'après approbation de la proposition des institutions susmentionnées, par le ministre de l'intérieur, d'accord avec le ministre de la guerre.

Les listes des circonscriptions seront publiées par le ministère de l'intérieur.

Instructions relatives à la circonscription. L'appel et l'admission des recrues se feront par des bureaux de recrutement qui s'appelleront bureaux de district et d'arrondissement dans chaque district et arrondissement; bureau municipal dans les villes et bureau gouvernemental et provincial dans chaque gouvernement et province.

Le bureau de district agira successivement dans chaque circonscription qui lui sera subordonnée; le bureau municipal seulement dans les circonscriptions de sa ville. Les travaux de ces bureaux sont:

1^{re} la vérification des listes de conscription; 2^e les renseignements concernant le nombre des individus appelés dans leurs circonscriptions à tirer au sort et à entrer au service; 3^e l'appel de ces individus dans les localités indiquées; 4^e la détermination de leurs droits relativement au service militaire; 5^e la détermination de ceux qui devront entrer au service et dans quel ordre; 6^e la révision; 7^e l'admission définitive des recrues.

Après l'achèvement de ses travaux dans les circonscriptions d'appel, les bureaux de district et municipaux présentent au bureau gouvernemental un compte-rendu détaillé sur les résultats de l'appel et de l'admission des recrues.

Un bureau de district est composé: d'un président, qui est le président de l'Assemblée territoriale du district (dans les gouvernements où les zemstvos ne sont pas institués, le maréchal de la noblesse du district) et de membres qui sont: un officier, le maître de police et l'un des délégués de l'Assemblée territoriale du district (dans les gouvernements où les zemstvos n'existent pas, un arbitre de paix). Pendant le fonctionnement d'un bureau dans les circonscriptions, il lui est adjoint un membre de la circonscription, élu par le zemstvo du district pour une période de trois ans parmi les habitants à domicile fixe de cette circonscription, et dans les circonscriptions où il existe des villes, un membre de la municipalité.

Dans les trois provinces baltes les membres des bureaux de district seront: a. un officier; b. l'un des fonctionnaires publics, au choix du gouverneur; c. l'Ordnungsrichter, dans le gouvernement de Livonie, le Hakenrichter (chacun dans sa circonscription), dans le gouvernement d'Esthonie; le Hauptmann, dans le gouvernement de la Courlande, et d. un membre élu par les doyens des communes du district entier pour le terme de trois ans. Durant l'époque du fonctionnement des bureaux, dans celles des circonscriptions qui comprennent des villes, la composition des bureaux est complétée par le bourgmestre de la ville ou son remplaçant.

En Pologne, les bureaux de district sont composés de la manière suivante: président, le chef du district; membres: l'adjoint du chef du district pour les affaires de police; un commissaire pour les affaires des paysans; deux propriétaires de la localité choisie par le gouverneur pour trois ans et le voyt de la commune ou le bourgmestre de la ville où se fait la réception des conscrits.

Le bureau municipal est composé: du président, le maire de la ville; et des membres, qui sont un officier, un employé civil, nommé par le chef de la police, et deux membres de la municipalité.

Pour la révision médicale, les bureaux de recrutement de district et urbains sont augmentés d'un receveur militaire et de deux médecins (l'un militaire et l'autre civil).

Les bureaux de recrutement de gouvernement ont pour attributions: 1^{re} De surveiller la régularité de l'appel et de l'admission des individus appelés au service; 2^e de répartir entre les circonscriptions les recrues que doit fournir chaque gouvernement; 3^e de faire subir un nouvel examen médical aux recrues dont l'aptitude au service a été mise en doute par les bureaux de recrutement de district et

urbains; de faire examiner et admettre les individus qui n'ont pu l'être à temps par les bureaux de recrutement de district et municipaux; 4^e de trancher les difficultés qui pourraient se produire dans les bureaux de recrutement de districts et municipaux; 5^e d'examiner les pétitions et les plaintes portées contre les actes des bureaux de recrutement de district et municipaux; 6^e d'examiner les rapports des bureaux de recrutement de district et municipaux et de dresser un rapport général sur chaque appel au service dans tout le gouvernement; 7^e de présenter à qui de droit les questions qui exigent une décision supérieure.

Le bureau de recrutement de gouvernement est composé d'un président, — le gouverneur ou son remplaçant et des membres, qui sont: deux membres du zemstvo de gouvernement et là où le zemstvo n'est pas encore introduit — deux membres de l'administration gouvernementale pour les affaires des paysans, le chef militaire du gouvernement ou son remplaçant. Pendant le second examen médical des recrues, le bureau de recrutement de gouvernement est augmenté de deux médecins, dont l'un est médecin militaire.

Les receveurs militaires ne prennent point part à l'examen des affaires de recrutement; la participation des médecins se borne, à ce qu'ils émettent leur avis sur l'état physique des recrues.

L'ordre de l'expédition des affaires dans les bureaux de recrutement, ainsi que les formulaires des différents listes, comptes-rendus, déclarations, etc., relatifs au recrutement sont fixés par des instructions spéciales approuvées par le ministre de l'intérieur, d'accord avec le ministre de la guerre.

Tous les documents ayant trait à l'appel et à l'admission au service et toutes les communications des particuliers avec l'administration par rapport à ces opérations se rédigent sur papier ordinaire et non sur papier timbré.

De la détermination de l'âge d'après les documents ou à leur défaut. Les certificats d'inscription de même que les listes des individus appelés au tirage devront indiquer l'âge d'après les certificats de naissance et les extraits de baptême, d'après les listes de recensement et enfin d'après d'autres documents remplaçant, conformément aux lois, les certificats de naissance.

Observation. Les individus qui se trouvent dans les établissements d'instruction ou bien au service du gouvernement peuvent présenter, au lieu et place des certificats de naissance, des renseignements sur leur âge certifiés par leurs chefs, et les fonctionnaires en retraite peuvent présenter les décrets ordonnant leur mise à la retraite.

L'âge sera déterminé d'après l'extérieur de l'individu: 1^{er} en l'absence des documents constatant l'âge; 2^e chez les individus des cultes chrétiens, lorsque la seule indication de l'âge contenue dans la liste de recensement a fait maître des doutes sur son authenticité; 3^e chez les individus des cultes non-chrétiens toutes les fois que des doutes auront surgi au sujet de l'exactitude de l'âge indiqué dans les documents, sans en excepter les actes de naissance; mais s'il n'existe pas de contradiction entre les renseignements de l'acte de naissance et ceux de la liste de recensement, les indications de ces documents et non l'extérieur de l'individu feront foi, lors même que des doutes auraient été conçus sur l'authenticité de ces indications.

De la vérification des listes des conscriptionnaires et du terme de leur envoi aux bureaux de conscription. — Ces listes devront être terminées au 1^{er} avril. Elles seront affichées ensuite ou exposées dans les administrations des villes et communes et les parties de ces listes se rapportant à telle ou telle commune seront les aux réunions des assemblées communales ou municipales. Chaque assistant aura le droit de signaler les erreurs ou omissions remarquées par lui dans les listes. Ces erreurs devront être vérifiées par des interrogatoires et résolutions aux réunions ou assemblées et les décisions prises portées sur un registre spécial.

Après vérification, les listes des conscriptionnaires, de même que les listes des individus dont l'âge devra être déterminé d'après leur extérieur, seront transmises par les administrations des villes et communes aux bureaux de recrutement de district et municipaux le 1^{er} mai au plus tard.

De la transmission des conscriptionnaires d'une circonscription dans une autre. — Les conscriptionnaires peuvent se présenter pour le tirage soit dans la circonscription où ils sont inscrits, soit dans celle où eux-mêmes ou leurs parents possèdent une propriété immobilière, ou bien dans telle circonscription où ils désirent tirer au sort, pourvu qu'ils y aient été domiciliés pendant trois mois au moins avant le jour où ils font connaître ce choix.

Ceux qui désirent être enrôlés dans une autre circonscription que celle où ils sont inscrits, devront le déclarer (en présentant les documents nécessaires à l'appui de leur droit) le 15 janvier au plus tard de l'année dans laquelle ils sont devenus conscriptionnaires. Les individus inscrits dans les listes de recensement font cette déclaration tant à l'administration de la commune ou de la ville de la nouvelle circonscription qu'ils viennent de choisir, qu'à celles de la circonscription où ils sont inscrits, et les individus non portés sur les listes de recensement — aux bureaux de recrutement nouveaux et anciens.

De la transmission des conscriptionnaires d'une circonscription dans une autre. — Les conscriptionnaires peuvent se présenter pour le tirage soit dans la circonscription où ils sont inscrits, soit dans celle où eux-mêmes ou leurs parents possèdent une propriété immobilière, ou bien dans telle circonscription où ils désirent tirer au sort, pourvu qu'ils y aient été domiciliés pendant trois mois au moins avant le jour où ils font connaître ce choix.

Ceux qui désirent être enrôlés dans une autre circonscription que celle où ils sont inscrits, devront le déclarer (en présentant les documents nécessaires à l'appui de leur droit) le 15 janvier au plus tard de l'année dans laquelle ils sont devenus conscriptionnaires. Les individus inscrits dans les listes de recensement font cette déclaration tant à l'administration de la commune ou de la ville de la nouvelle circonscription qu'ils viennent de choisir, qu'à celles de la circonscription où ils sont inscrits, et les individus non portés sur les listes de recensement — aux bureaux de recrutement nouveaux et anciens.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Lorsque, il y a dix-huit mois, le comte Andrassy fut appelé au ministère des affaires étrangères de la monarchie austro-hongroise et qu'il s'agissait de lui donner un successeur à la tête du cabinet hongrois, nous disions que le parti Déak s'accommoderait à contre-cœur de l'avènement du comte de Lonyay, mais qu'il l'accepterait, sachant ce qu'il y avait d'inopportunité à laisser inoccupé ce personnage ambitieux et remuant. C'est ce qui était arrivé.

Mais il a suffi d'une année pour montrer l'incompatibilité d'humeur entre le président du conseil et la majorité parlementaire, si disposée cependant à beaucoup entendre. Par suite de quelques paroles assez vives échangées entre M. de Lonyay et un député de la gauche, M. Czernatony, le premier a cédé la présidence du conseil à M. de Slay, et — ce que l'on redoutait — est arrivé; le ministère n'a plus depuis lors d'adversaire plus embarrassant que M. de Lonyay, qui en était naguère encore le chef, ce qui ne l'empêche cependant pas de continuer à siéger dans les réunions du parti ministériel.

C'est dans une de ces réunions que, le 14 mars, la fraction Déak a discuté les lois financières. Le budget de la Hongrie présente un déficit considérable et, pour le couvrir, le gouvernement demande une série d'augmentations sur les impôts existants. Le moment est venu de les voter, le budget des dépenses ayant été admis par la Chambre des Députés tel qu'il avait été proposé, c'est-à-dire avec un déficit notable Or, dans le sein même de la droite il s'est formé une opposition assez vive contre ces demandes et la situation était assez grave pour que M. Déak ait cru devoir intervenir et réchauffer le zèle de ses amis politiques par un discours des plus pressants.

Le comte de Lonyay n'a pas laissé passer cette occasion sans marquer de nouveau son opposition. Quoique ce fût encore sous son administration que le budget avait été élaboré et le déficit créé, il a combattu plusieurs des propositions gouvernementales et suggéré des expédients —

tels que les vivements, la dette flottante — pour éviter l'augmentation des impôts. L'incident qui s'est produit alors a été une grande surprise et un soulagement sérieux pour les amis du ministère. C'est M. le baron de Sennéy qui a combattu et victorieusement réfuté les arguments de l'ex-ministre. Or, on se rappelle que tout récemment le baron de Sennéy, en se plaçant à un point de vue anti-ministériel dans la question des honneurs, s'était attiré le reproche, tout au moins le soupçon, de faire partie de la coalition réactionnaire dont M. de Lonyay est considéré, à tort ou à raison, comme l'âme. La leçon fort sévère que M. de Sennéy vient d'offrir publiquement à l'ex-président du conseil a donc été accueillie avec une grande joie à Pesth. En effet, si l'on y redoute encore M. de Lonyay, c'est à cause de l'alliance dans laquelle on le croyait entré avec les corymbes respectables de l'opinion conservatrice; mais du moment que ceux-ci le répudient à leur tour, l'opposition de l'ancien chef de cabinet est de peu d'importance et fort probablement elle aura servi seulement à rallier au gouvernement, dans la question des impôts, ceux des membres du parti Déak qui hésitaient à cause de l'impopularité qui s'attache à tout vote de nouvelles charges. La crise qu'on redoutait semble ainsi conjurée.

Les mesures de rigueur qui viennent d'être prises en France contre trois journaux de Paris ont fait l'objet d'un incident qui a occupé presque toute la séance du 15 mars de l'Assemblée Nationale. M. de Castellane a demandé au gouvernement des explications, que celui-ci a refusé de donner immédiatement, tout en promettant de les fournir le 20 mars. M. Gambetta a pris part à l'incident pour protester contre l'état de siège, en vertu duquel ont été prises les mesures dont sont l'objet les trois journaux en question.

La séance s'est terminée par le vote de quelques nouveaux articles de la loi sur le monopole des tabacs.

Les journaux de Londres avaient répandu le bruit de la mort de Don Carlos. Cette nouvelle, qui n'a pas été confirmée, ne concorde guère avec les renseignements qui parviennent à la presse de Paris, et aux termes desquels le prétendant serait attendu au quartier-général des forces carlistes à Vera pour donner une nouvelle impulsion au mouvement et organiser une guerre régulière. — Enfin pour mettre un terme aux massacres, aux incendies et aux atrocités que commettent plusieurs des bandes carlistes.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.
Constantinople, mardi 18 mars.

Le clergé latin avait orné l'église de Bethléem d'une nouvelle tenture portant une inscription latine, et les orthodoxes ont considéré le fait comme une démonstration.

L'ambassadeur de France a notifié au patriarche latin que, le cas échéant, il serait disposé à l'appuyer.

Autre dépêche.
Versailles, mardi 18 mars, au soir.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. de Rémusat présente un projet de loi portant approbation de la convention avec l'Allemagne. L'urgence est déclarée.

L'Assemblée adopte ensuite la nouvelle convention postale avec la Russie.

Autre dépêche.
La Haye, mardi 18 mars, au soir.

L'exposé des motifs du projet de loi limitant temporairement la fabrication de la monnaie d'argent dit que pour le moment il n'y a pas d'autre solution que celle du maintien du système de l'argent et du passage à celui de l'étalon d'or. En attendant la solution de cette importante question, le gouvernement croit urgent de suspendre toute faculté de faire monnayer de l'argent.

Autre dépêche.
Rome, mardi 18 mars, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Au cours de la discussion du projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste, M. Ferrari demande des explications sur les rapports de l'Italie avec le gouvernement espagnol actuel et sur la reconnaissance de ce gouvernement par l'Italie. M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, dit que l'avènement du prince Amédée au trône d'Espagne n'a jamais influencé la politique de l'Italie, ni préjudicié ses relations avec les autres Etats. Le gouvernement italien, ajoute le ministre, respecte l'indépendance de l'Espagne et continue à entretenir de fait avec son gouvernement des relations polies et amicales, mais quant à la reconnaissance formelle du gouvernement espagnol actuel, l'Italie mettra son attitude d'accord avec celle des autres puissances.

La-dessus, le projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste est voté à la presque unanimité.

M. Nicotera développe ensuite une motion demandant que l'armement des fortifications soit terminé pour 1874 au plus tard. Le ministre de la guerre accepte la motion, en partie du moins, tout en faisant ses réserves quant aux sommes à employer à cet effet.

Autre dépêche.
Paris, mardi 18 mars, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Au cours de la discussion du projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste, M. Ferrari demande des explications sur les rapports de l'Italie avec le gouvernement espagnol actuel et sur la reconnaissance de ce gouvernement par l'Italie. M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, dit que l'avènement du prince Amédée au trône d'Espagne n'a jamais influencé la politique de l'Italie, ni préjudicié ses relations avec les autres Etats. Le gouvernement italien, ajoute le ministre, respecte l'indépendance de l'Espagne et continue à entretenir de fait avec son gouvernement des relations polies et amicales, mais quant à la reconnaissance formelle du gouvernement espagnol actuel, l'Italie mettra son attitude d'accord avec celle des autres puissances.

La-dessus, le projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste est voté à la presque unanimité.

M. Nicotera développe ensuite une motion demandant que l'armement des fortifications soit terminé pour 1874 au plus tard. Le ministre de la guerre accepte la motion, en partie du moins, tout en faisant ses réserves quant aux sommes à employer à cet effet.

Autre dépêche.
Paris, mardi 18 mars, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Au cours de la discussion du projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste, M. Ferrari demande des explications sur les rapports de l'Italie avec le gouvernement espagnol actuel et sur la reconnaissance de ce gouvernement par l'Italie. M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, dit que l'avènement du prince Amédée au trône d'Espagne n'a jamais influencé la politique de l'Italie, ni préjudicié ses relations avec les autres Etats. Le gouvernement italien, ajoute le ministre, respecte l'indépendance de l'Espagne et continue à entretenir de fait avec son gouvernement des relations polies et amicales, mais quant à la reconnaissance formelle du gouvernement espagnol actuel, l'Italie mettra son attitude d'accord avec celle des autres puissances.

La-dessus, le projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste est voté à la presque unanimité.

M. Nicotera développe ensuite une motion demandant que l'armement des fortifications soit terminé pour 1874 au plus tard. Le ministre de la guerre accepte la motion, en partie du moins, tout en faisant ses réserves quant aux sommes à employer à cet effet.

Autre dépêche.
Paris, mardi 18 mars, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Au cours de la discussion du projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste, M. Ferrari demande des explications sur les rapports de l'Italie avec le gouvernement espagnol actuel et sur la reconnaissance de ce gouvernement par l'Italie. M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, dit que l'avènement du prince Amédée au trône d'Espagne n'a jamais influencé la politique de l'Italie, ni préjudicié ses relations avec les autres Etats. Le gouvernement italien, ajoute le ministre, respecte l'indépendance de l'Espagne et continue à entretenir de fait avec son gouvernement des relations polies et amicales, mais quant à la reconnaissance formelle du gouvernement espagnol actuel, l'Italie mettra son attitude d'accord avec celle des autres puissances.

La-dessus, le projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste est voté à la presque unanimité.

M. Nicotera développe ensuite une motion demandant que l'armement des fortifications soit terminé pour 1874 au plus tard. Le ministre de la guerre accepte la motion, en partie du moins, tout en faisant ses réserves quant aux sommes à employer à cet effet.

Autre dépêche.
Paris, mardi 18 mars, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Au cours de la discussion du projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste, M. Ferrari demande des explications sur les rapports de l'Italie avec le gouvernement espagnol actuel et sur la reconnaissance de ce gouvernement par l'Italie. M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, dit que l'avènement du prince Amédée au trône d'Espagne n'a jamais influencé la politique de l'Italie, ni préjudicié ses relations avec les autres Etats. Le gouvernement italien, ajoute le ministre, respecte l'indépendance de l'Espagne et continue à entretenir de fait avec son gouvernement des relations polies et amicales, mais quant à la reconnaissance formelle du gouvernement espagnol actuel, l'Italie mettra son attitude d'accord avec celle des autres puissances.

La-dessus, le projet de loi sur l'apanage du duc d'Aoste est voté à la presque unanimité.

M. Nicotera développe ensuite une motion demandant que l'armement des fortifications soit terminé pour 1874 au plus tard. Le ministre de la guerre accepte la motion, en partie du moins, tout en faisant ses réserves quant aux sommes à employer à cet effet.

et Rybinski que leurs collègues ont chargés d'assister aux séances, en attendant qu'un incident quelconque réclame l'intervention de la fraction polonoise in corpore.

S'il faut en croire une correspondance de Berlin adressée à la *Königsberger Zeitung*, M. Lasker aurait l'intention de provoquer au Parlement de l'empire des débats sur les spéculations financières et les tripotages de Bourse, comme il l'a fait déjà à la Diète prussienne par rapport aux concessions de chemin de fer.

Des pourparlers sont engagés pour amener une entente à l'amiable entre patrons et ouvriers dans la grève des typographes allemands. Un nombreux meeting d'ouvriers a eu lieu le 16 mars à Berlin, pendant lequel on a donné lecture d'une communication de M. Härtel, de Leipzig, président de l'Association des typographes, annonçant que le comité de la ligue des imprimeurs a invité le comité des ouvriers à faire des propositions pouvant servir de base à l'élaboration d'un tarif normal. M. Härtel propose, en conséquence, que l'association des ouvriers tienne des meetings de section pour nommer des délégués chargés de négocier avec ceux de la ligue des patrons tant sur la question du tarif que sur d'autres points en litige. Le meeting de Berlin a résolu d'accepter les propositions des patrons, — sans préjudice de la lutte actuellement engagée dans toute l'Allemagne.

En attendant, les propriétaires d'imprimerie de Berlin et de la province de Brandebourg se sont définitivement constitués, à la même date du 16, en section de la ligue générale des imprimeurs allemands, et ils ont décidé de charger le comité de la section de s'entendre avec les éditeurs de journaux et les libraires éditeurs pour que tous les ouvriers typographes membres de l'association et qui refuseraient d'en sortir soient considérés le 29 mars, tant à Berlin même que de toutes les imprimeries de la province de Brandebourg.

Qu'un prompt arrangement soit désirable, c'est ce que prouve l'attitude des socialistes, qui craignent déjà de voir ce puissant moyen d'agitation leur échapper. Au premier mot de conciliation ils se sont émus et pendant même que les patrons de Berlin-Brandebourg se constituaient définitivement en section et que les typographes de Berlin votaient leurs résolutions conciliantes en réponse à la notification de M. Härtel, président de l'association, les meneurs du parti socialiste présidaient un meeting à Breslau, — toujours le 16 mars, — et faisaient voter aux grévistes et aux ouvriers de toutes professions qui prenaient part au meeting, des résolutions empreintes d'un tout autre esprit que celui de la conciliation. Ces résolutions sont les suivantes : L'Assemblée déclare que la cause des ouvriers typographes allemands est la cause de tous les travailleurs en général; que, par conséquent, les travailleurs de Breslau se considèrent comme obligés de prendre fait et cause avec la plus grande énergie et la plus complète abnégation pour les typographes sans ouvrage. L'Assemblée invite le comité des ouvriers typographes à se renforcer en s'adjoignant des membres des autres corporations de métiers et à organiser des secours efficaces dans tous les ateliers de Breslau. La deuxième résolution déclare les procédés des patrons à l'égard des ouvriers injustes et violant brutalement les droits de l'homme; promet d'aider les grévistes par tous les moyens et de s'opposer énergiquement aux exigences des patrons, et invite le comité à répandre les décisions du meeting dans tous les ateliers.

Le comité central de la ligue des patrons, à Leipzig, avait reçu à la date du 16 mars les rapports de 490 ateliers sur le résultat de ses résolutions. Dans 300 ateliers, 2,000 ouvriers avaient été congédiés ou avaient déclaré sortir de l'association, tandis que 2,000 autres ouvriers et apprentis continuaient le travail. Dans 100 ateliers il n'y avait trouvé aucun ouvrier qui fût affilié à l'association. On attendait encore les rapports de 400 ateliers.

Enfin, le 16 mars, les imprimeurs du Palatinat, de la Hesse rhénane et du grand-duché de Bade ont tenu une réunion à Mannheim et ont décidé la complète solidarité de tous les patrons dans la crise actuelle.

PRUSSE. — La Chambre des Députés a voté, sans débats, le 17 mars, en troisième lecture, le projet de loi sur l'abolition du timbre des journaux, et a adopté ensuite sans modifications, en dernière lecture, le projet de loi portant allocation de 2 millions et demi de thalers au profit des inondés de la mer Baltique. Le reste de la séance a été consacré à des questions financières : approbation des rapports pour 1871 sur la situation de la dette publique sur les « fonds de disposition » et sur le règlement définitif des comptes de l'exercice 1868. Hier, mardi, la Chambre devait aborder la discussion du quatrième et dernier des projets de loi politico-religieux, celui concernant la restriction de l'emploi des peines disciplinaires ecclésiastiques et le droit de se séparer des communautés religieuses.

Les procès-verbaux de la commission d'enquête sur les concessions de chemins de fer seront lithographiés et distribués aux membres de la Chambre des Députés.

La démission du comte d'Itzenplitz, ministre du commerce et des travaux publics, est considérée comme certaine.

BADRE. — Un duel au pistolet a eu lieu le 11 mars entre deux étudiants de l'école polytechnique de Karlsruhe. L'un des deux champions, M. d'Entress-Fürsteneck, de Stuttgart, a été blessé mortellement. La balle l'a d'abord atteint au bras, puis a fait ricochet et lui a traversé le corps en brisant la moelle épinière. Le malheureux a succombé le lendemain. Son adversaire s'est réfugié en Suisse.

ALSACE-LORRAINE. — Le lieutenant-général de Benthin, commandant de la place de Metz, a été mis à la retraite sur sa demande et pensionné. Son successeur est le lieutenant-général de Glümer, commandant de la 29^e division d'infanterie (badoise).

Autriche-Hongrie.
La question de savoir si et quand la sommation doit être adressée aux députés polonais, conformément au règlement de la Chambre des Députés, de prendre part aux délibérations, a été le 14 mars l'objet d'une discussion au sein de la commission du règlement intérieur de la Chambre. La commission ayant laissé au président le soin de décider la question, ce dernier adressera, dit-on, fort probablement dans le cours de la semaine prochaine, la sommation réglementaire aux députés polonais de venir occuper leurs sièges ou de justifier leur absence.

Le *Vaterland* croit savoir que les députés polonais prendront part aux séances de la Délégation.

On mande de Pesth, 15 mars :
« La députation hongroise a terminé aujourd'hui l'examen des derniers points du mémoire croate. La séance plénière confidentielle aura lieu mardi prochain, 18. »

« La cour et le public de Vienne ont fait le 15 mars une chaleureuse ovation à un acteur du théâtre de la Hofburg, M. La Roche, à l'occasion de son jubilé de quarante ans

comme membre de la troupe dramatique de ce théâtre. S. M. l'empereur François-Joseph lui a conféré la croix de l'ordre de la Couronne de fer, dont les insignes lui ont été remis par le grand-maître de la cour, prince de Hohenlohe, en présence de l'intendant général des théâtres, M. le comte de Wrhila. La municipalité de Vienne a accordé à M. La Roche la bourgeoisie honoraire de la capitale. Enfin, il y a eu en son honneur, au théâtre de la Hofburg, une représentation solennelle à laquelle assistaient le prince héritier, archiduc Rodolphe, M^{mes} les archiduchesses Gisèle et Marie et six archiducues. L'ovation faite à M. La Roche pendant et après la représentation a été des plus cordiales. (Wiener-Zeitung.)

— Il avait été souvent question dans les feuilles de Vienne d'un carrousel que le comte Torök aurait l'intention d'organiser après l'exposition universelle, dans la rotonde du palais de l'Industrie. Le *Neue Fremdenblatt* assure maintenant que ce projet existe réellement, et que l'autorisation impériale a déjà été demandée. Vu les dimensions de la rotonde, ce carrousel pourra être grandiose, si toutefois l'empereur lui accorde le concours des troupes. Cette fête devrait avoir lieu en mars ou en avril 1874, et l'on représenterait l'entrée du prince Eugène à Vienne à son retour de Zenta. Le produit net serait partagé entre les indigents de Vienne et ceux de plusieurs autres villes de la monarchie. L'arène aurait 45 toises de longueur sur 32 de largeur; 1314 toises carrées seraient affectées aux loges et aux stalles, et 163 toises carrées réservées pour le public debout. Il y aurait de la place pour 29,500 sièges et pour 5,000 personnes debout. On aurait besoin, pour le carrousel, de 1,000 hommes et de 150 chevaux : le prince Eugène et sa suite, héralds d'armes, canonniers, fantassins et cavaliers : 719 hommes et 371 chevaux; canons, fourgons, etc., 102 hommes et 240 chevaux; le bourgeois de Vienne et la députation, accompagnée de troupes, 239 hommes et 139 chevaux.

France.
ASSEMBLÉE NATIONALE.
Séance du 15 mars.
Présidence de M. Jules Grévy.

M. LE MARQUIS DE CASTELLANE. L'Assemblée voudra me permettre d'adresser à M. le ministre de l'intérieur une question dont j'ai eu l'honneur de le prévenir. Il s'est produit hier à Paris un fait qui, arrivant au lendemain du vote d'une nouvelle Constitution, emprunte à cette circonstance un caractère exceptionnellement grave.

M. le gouverneur de Paris, usant d'un droit que lui confère l'état de siège, mais après toutefois avoir pris l'avis du conseil des ministres, a décidé que des mesures de rigueur seraient prises à l'égard de trois journaux. Il a frappé de suppression le journal *l'Assemblée Nationale*, et a interdit la vente sur la voie publique du *Paris-Journal* et de *l'Espérance Nationale*. C'est là une mesure grave et qui a dû être prise par des raisons méritées. Ce sont ces raisons que nous demandons à connaître. (Vive approbation.)

L'arrêté du gouverneur de Paris porte dans ses considérants que *l'Assemblée Nationale* dans un de ses numéros s'est rendu coupable de publication de nouvelles fausses de nature à gêner les négociations entre la France et les pays étrangers. Les deux autres journaux sont accusés d'avoir induit le public en erreur. On ne dit pas sur quoi.

J'ai fait des recherches dans les numéros visés dans l'arrêté et je me suis demandé quelles étaient ces fausses nouvelles.

Dans le numéro du 12 mars du *Paris-Journal* je ne trouve que ceci : « On ne fera pas que la loi Tallon ne soit, depuis 1789, la loi la plus incohérente et la plus contradictoire. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à droite.) A peine cette loi votée, on verra s'engager le grand combat de la responsabilité ministérielle à propos de la discussion des traités de commerce. »

Je ne pense pas que ce soit là ce qui est de nature à induire le public en erreur, car vous savez que les commissaires nommés dans les bureaux sont presque tous opposés aux traités. Ce ne peut donc pas être là le motif de la mesure adoptée.

S'agit-il d'une prétendue conversation publiée par le *Journal de Bruxelles* et reproduite dans le *Paris-Journal* et *l'Espérance Nationale* ?

Mais je ne puis croire que ce soit la véritable raison de l'arrêté, car le même jour plusieurs autres journaux que je pourrais citer ont reproduit la même conversation et n'ont pas été frappés de la même peine. Voilà pour les deux journaux dont la vente sur la voie publique a été interdite.

Pour le journal supprimé, *l'Assemblée Nationale*, je me suis reporté aussi au numéro incriminé. J'y ai trouvé un article en date du 11 mars, rapportant des nouvelles de Berlin et annonçant que « M. de Bismarck serait menacé d'aliénation mentale. » Cet article peut être inexact; mais dans une feuille ne d'ici, qui à peine quelques abonnés (Rires à gauche), cet article ne pouvait guère avoir d'influence sur les négociations entamées avec l'Allemagne.

Si on le prétendait, nous répondrions en citant des paroles prononcées de l'empereur d'Allemagne qui ont été lues en France avec une satisfaction générale. Nous ajouterions que les ministres ont deux poids et deux mesures. On n'a pas oublié, en effet, que dans des circonstances plus graves, à la veille d'un vote solennel, celui du 29 novembre, le journal *l'Événement*, rédigé par MM. Magnier et Dumont, zélés défenseurs de la politique du gouvernement, publia une nouvelle d'une gravité exceptionnelle.

C'était une prétendue dépêche de notre ambassadeur à Berlin, déclarant que si M. Thiers était renversé, les Prussiens réoccuperaient les départements évacués.

Enns de cette nouvelle, plusieurs d'entre nous se sont rendus auprès du ministre des affaires étrangères pour demander, non des rigueurs, mais un démenti officiel, qu'ils n'ont obtenu qu'à grand-peine deux jours après. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Nous ne pouvons donc croire que la raison alléguée dans l'arrêté du gouverneur de Paris soit la véritable, et nous dirons que ces mesures prises au lendemain du jour où la monarchie (Bruit à gauche) semble être en minorité dans l'Assemblée, et contre des journaux qui défendent sa politique, peuvent faire croire au public qu'il y a là l'inauguration d'un régime d'arbitraire contre cette partie de l'Assemblée qui est aujourd'hui la meilleure gardienne de nos libertés. (Applaudissements à droite.)

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. J'ai prévenu mon honorable ami M. de Castellane que des raisons d'un ordre supérieur m'empêchaient de répondre aujourd'hui à sa question.

M. LE PRÉSIDENT. Les questions ne peuvent être posées que quand elles sont acceptées.

M. LE MINISTRE. Je ne me suis pas opposé cependant à ce qu'on la posât. Toutefois, il m'est impossible de ne pas répondre dès à présent quelques mots aux paroles de M. de Castellane. M. de Castellane a eu tort d'attaquer chez les motifs de la mesure qu'il qualifie ailleurs que dans ceux qui sont indiqués par

l'arrêté du gouverneur de Paris. (Bruit à droite.)
Il y a quelque chose qui doit rester sacré pour tout le monde, dans les circonstances où nous sommes, une sorte de consigne pour le patriotisme : c'est de ne rien dire, de ne rien écrire qui puisse entraver la grande tâche patriotique que poursuivent ensemble l'Assemblée et le gouvernement. (Très bien ! très bien !)

Eh bien ! dans un moment solennel, lorsque tout le monde sait que cette grande œuvre se poursuit d'une manière plus particulière et peut aboutir à une solution prochaine, n'est-ce pas une faute grave de s'ajouter une difficulté de plus à celles que nous rencontrons ? Il n'y a pas d'autre cause de la mesure, et celle-ci suffit pour la justifier. (Très bien ! très bien !)

M. le gouverneur de Paris a dit la vérité et nous la maintenons au nom du gouvernement.

Il y a un autre intérêt, l'union avec l'armée, le respect et l'estime que nous devons à ces grands chefs, qui garantissent la paix et la sécurité publiques. Est-il admissible que des journaux jettent dans le pays des nouvelles de nature à altérer ce respect, à compromettre les idées de confiance, d'ordre et d'union que nous nous efforçons de faire prévaloir ? (Bruits divers.)

M. HENRIENS. *Paris-Journal* a toujours défendu l'armée.

M. LE MINISTRE. Je n'ai pas plus loin aujourd'hui. Un seul mot encore : On ne regrette profondément qu'un lendemain d'une œuvre de conciliation si ardemment désirée par le gouvernement et le pays, des journaux tiennent un langage de nature à ébranler ces bons rapports. Le gouvernement ne doit permettre le désordre sous aucune forme. (Bruit à droite.)

Ce n'est pas lui qui a choisi ce motif, ce sont ceux qui n'ont pas craint dans de telles circonstances de menacer la paix publique. (Mouvements divers. — L'ordre du jour !)

MM. Gambetta et de Castellane se présentent à la tribune.

M. LE PRÉSIDENT. Le droit de poser des questions est de pure tolérance; il ne faut pas qu'on introduise sous ce nom des interpellations en dehors des formes réglementaires. Dans le cas particulier, il y a eu malentendu : si j'avais su que le ministre ne consentait pas à entrer aujourd'hui dans la discussion, je n'aurais pas permis que la question fût posée. (Très bien !)

Ceci dit, il faut que la question reste dans les termes d'une simple question.

M. de Castellane demande la parole pour déposer une demande d'interpellation; on pourra, au jour que fixera l'Assemblée, entrer dans le débat. (Assentiment.)

M. GAMBETTA. Le ministre a parlé.

M. LE PRÉSIDENT. Si vous voulez faire une observation seulement, je vous donnerai la parole. Soyez donc vous-même.

M. GAMBETTA. C'est en effet pour une courte observation que j'ai demandé la parole. Et je m'y croyais autorisé, après les quelques mots qu'a prononcés M. le ministre.

C'est comme député de Paris, et pour tirer les conclusions des paroles du ministre, que j'ai demandé la parole.

M. le ministre vous a dit que le gouvernement avait examiné les articles incriminés de ces divers journaux, et qu'il n'en avait pas pu tirer de véritables délits. Nous avons le devoir de répondre à M. le ministre.

Vous ne connaissez pas les fruits amers de l'état de siège, alors que vous applauditiez à la suppression des journaux de la gauche. Aujourd'hui, que vous souffrez de l'état de siège comme nous, il faut vous joindre à nous pour demander la levée de l'état de siège dans tous les départements, levée que nous avons demandée depuis bien longtemps.

Vous devez comprendre maintenant que la répression militaire des journaux ne donne pas la paix et l'esprit de concorde. Il faut qu'elle disparaisse. Vous avez des tribunaux. Vous avez un jury que vous avez constitué à votre manière. Adressez-vous à eux pour tous les délits.

À droite. — C'est de la discussion.

M. GAMBETTA. Je vous demande de vous joindre à nous pour demander la levée de l'état de siège. C'est la conséquence logique de cet incident.

M. CASTELLANE. Les raisons données par le ministre n'ont pas satisfait nos consciences. Nous avons l'honneur, quelques-uns de mes collègues et moi, de déposer une demande d'interpellation sur les motifs qui ont poussé le gouvernement à supprimer *l'Assemblée Nationale* et à interdire la vente sur la voie publique du *Paris-Journal* et de *l'Espérance Nationale*.

Le gouvernement accepte l'interpellation pour le 20 mars et l'Assemblée consultée décide qu'elle aura lieu à cette date.

Le fait seul de la publication d'un document de *l'Internationale*, dépourvu de l'intention criminelle de propager des doctrines, ne saurait être considéré par les tribunaux comme un délit à réprimer, si cette publication n'a pas été suivie d'un acte ou d'une déclaration d'adhésion à ces principes. Peut-on reprocher quelque chose de pareil à un journal qui a toujours vivement combattu l'Internationale ?

M. l'avocat général Dureau a considéré le fait de la publication comme une contravention à la loi; seulement il a trouvé la peine des premiers juges un peu sévère.

La cour, déchargeant le gérant de la *Gazette de France* de la prison, l'a condamné à 50 fr. d'amende et aux dépens.

L'audience du 13 mars du tribunal correctionnel de la Seine (7^e chambre) a été consacrée tout entière au réquisitoire de l'avocat de la République M. Bérard Glaxey, qui, à son tour, a repris tous les faits de l'affaire du Transcontinental, les a disséqués, a groupé les charges pesant sur chacun des inculpés, et, après avoir déterminé les mobiles auxquels ces derniers avaient obéi, a maintenu l'accusation contre tous et conclu à l'application sévère de la loi.

Gauldrée-Boileau, commandeur de la Légion d'honneur, ancien ministre plénipotentiaire de France au Pérou, ancien consul général à New-York, a pu ne pas tremper dans toutes les manœuvres frauduleuses relevées par l'instruction, mais il les a connues toutes et a gardé le silence; bien plus, il en a profité. C'est en vain qu'il excipe de sa bonne foi; il est coupable comme homme, il est criminel comme consul. Comme homme, il a spéculé sur la crédulité publique, il a cherché un gain déshonné par des moyens illicites; comme consul, il a fermé les yeux sur des actes qu'il savait de nature à porter atteinte aux intérêts de ses nationaux. Il doit être puni, car le tribunal se rappellera que ce fonctionnaire, oubliait de ses devoirs, a en quelque sorte servi de précurseur à d'autres fonctionnaires aussi coupables que lui; il avait ouvert la voie, il avait déshonoré ses fonctions, son successeur l'a imité dans des circonstances qui sont présentes à la mémoire de tous. Celui-là a été frappé par la justice, que Gauldrée-Boileau le soit aussi.

Crampon joue un grand rôle dans cette déplorable affaire; il en a été le grand manouvrier; sans lui rien n'était possible. Avec lui et par lui s'est réalisée cette immense escroquerie où se sont engloutis vingt-deux millions de capitaux français. Pendant dix-huit mois Crampon a échafaudé mensonges sur mensonges, et

Aucune décision n'est prise, et la question est renvoyée à une séance ultérieure.

M. Lambert de Sainte-Croix appelle l'attention de la réunion sur la proposition Tirard, relative à l'application du droit sur les matières premières.

Il fait remarquer que la solution de cette question peut avoir une influence considérable sur l'examen des traités de commerce actuellement soumis à l'Assemblée, et demande à la réunion d'appuyer sa mise au prochain ordre du jour de l'Assemblée.

La commission qui s'occupe des propositions se rapportant à la loi électorale vient, sur la proposition de M. Bardoux, de décider qu'elle entendra M. le ministre de l'intérieur, afin de connaître les intentions du gouvernement à propos de cette grave question de la réforme électorale.

Le jury chargé de choisir celui des architectes concurrents qui doit être chargé de la construction de l'hôtel de ville a rendu son arrêt le 14 mars.

Le projet adopté est celui de MM. Ballu et Deperthes; ceux qui suivent et qui ont droit à une prime sont MM. Rouyer, Vaudremer et Magne père, dont les plans avaient d'ailleurs été fort remarqués par le public au moment de l'exposition.

M. le préfet de la Seine a adressé à MM. Ballu et Deperthes une lettre de félicitations.

Le général Rivière a communiqué son rapport sur l'affaire Bazaine à M. Thiers et à M. de Cissey.

Il constatait deux faits importants à l'avantage du maréchal : le premier, c'est qu'à Paris Gravelotte, il obéissait à un plan convenu d'avance, en se portant sur les derrières de l'armée ennemie, avec le projet de pénétrer dans la Prusse rhénane et de rendre invasion pour invasion; le second, c'est qu'il a bien donné l'ordre de brûler les drapeaux renfermés dans Metz.

Il y a trente et un ans, deux habitants de la Loire furent condamnés, l'un aux travaux forcés à perpétuité, l'autre à quinze ans, sous l'inculpation d'assassinat. Deux témoins dans cette tragique affaire, le mari et la femme, qui attestaient l'alibi des accusés, furent condamnés pour faux témoignage, l'un à sept ans, l'autre à cinq ans de travaux forcés.

Des deux premiers, l'un est mort au bagne; l'autre a subi sa longue peine avec résignation.

Il y a quelques jours, un vieillard du pays a déclaré solennellement, devant la justice, qu'il était seul coupable du crime du 2 mars 1842.

L'émotion est grande parmi les familles des victimes de cette erreur judiciaire et dans le pays. La justice a commencé aussitôt une instruction sur cette affaire. (Figure.)

Dans l'audience consacrée le 14 mars à l'affaire des grands chefs arabes, le commandant Rustaut, qui, en 1871, était administrateur général des affaires arabes à Constantine, a expliqué la situation du pays à cette époque,

« D'après les renseignements qui nous sont donnés, mais que toutefois nous ne garantissons pas, il engagea la foule à se disperser tranquillement.

« Les carabiniers, interprétant mal, peut-être, les intentions et les paroles de l'orateur, crurent à propos de l'arrêter. Cela exaspéra la foule, qui réclama impérieusement la mise en liberté du jeune homme et qui, en même temps, essaya de le délivrer par la force.

« Un conflit s'ensuivit, il y eut des blessés de deux côtés. Un délégué de la société publique aurait reçu deux coups de stylet. Le rassemblement fut enfin dispersé, et de nombreuses arrestations furent opérées. »

Espagne.

Voici, d'après la *Correspondance universelle*, les principaux passages du discours prononcé par M. Figueras à Barcelone, où il s'était rendu, comme on se le rappelle, pour apaiser les esprits :

M. Figueras croit d'un grand intérêt d'exposer brièvement l'état réel des choses, afin que la corporation provinciale puisse se prononcer en toute connaissance de cause ; les résolutions de la Catalogne devant exercer sur les autres provinces une notable influence. M. Figueras passe en conséquence en revue la conduite du parti républicain depuis l'établissement de la monarchie de Savoie, prouve que pour lui et les siens l'arrivée de la république était inévitable, et expose comment, le jour venu, la république s'est établie sans secousse et sans verser une seule goutte de sang, mais toutefois forcément, avec le concours du Congrès, qui était en majorité monarchiste, quoique radical. Dans cette situation, il était impossible, dit-il, d'imposer à la Chambre la république fédérale et il était également impossible de la dissoudre. C'est alors que, sur la proposition de M. Pi y Margall, il fut convenu que l'Assemblée actuelle se dissoudrait pour faire place à une autre, qui déciderait de la forme à donner à la république, et qu'en attendant celle-ci expédierait les lois qui étaient à l'ordre du jour. Alors se forma un ministère de conciliation composé de républicains de la veille et de ceux qui avaient tant contribué au triomphe de l'idée républicaine. M. Figueras raconte alors les causes qui amenèrent la crise du 24 février dernier, crise provoquée parce que dans le ministère l'élément républicain était prépondérant. M. Figueras ne veut accuser personne de cette crise ; il préfère l'attribuer à la force des choses. Il s'étend sur le projet de loi qui fut alors présenté comme une transaction, et que les radicaux, avec un peu de bonne volonté, auraient pu voter. Toutefois, poussant l'esprit de conciliation jusqu'à l'extrême, le gouvernement accepta l'amendement bien connu du général Primo de Rivera. C'est alors, et au moment où le gouvernement espérait pouvoir enfin s'occuper tranquillement des affaires, qu'il fut surpris par les troubles de Barcelone. Arrivé à ce point de son discours, M. Figueras fait l'importante déclaration que voici :

« En arrivant ici, j'ai trouvé le sentiment fédéraliste bien exalté et moi, dont les opinions sont bien connues, je dois dire avec la franchise et la dignité de l'honnête homme que le mot *fédéraliste* ne peut sortir de ma bouche. Si je le prononçais, j'abuserais du poste que j'occupe, je commettrais une indignité et je serais pour toujours rabaisé aux yeux de mes concitoyens. Je ne puis faire ce que j'ai critiqué avec tant de dureté et d'acrimonie dans le gouvernement provisoire de 1868, lorsque, du haut du pouvoir, il se prononça pour la forme monarchique, préjugant et décidant ainsi une question dans laquelle il avait solennellement promis de rester neutre. »

« Mes concitoyens savent ce que je suis et ce que je pense dans la question de l'organisation de la république, mais ni mes collègues ni moi nous ne le dirons jamais tant que nous sommes au pouvoir, parce que si nous le faisons, nous commettrons un véritable abus, une violation de la neutralité que le gouvernement doit observer pendant cette période électorale ; et non-seulement nos personnes seraient rabaisées devant l'opinion publique, mais le parti républicain lui-même serait frappé à mort en donnant dans les mêmes défauts que les partis monarchistes, alors que le peuple espagnol attend de lui le règne de la justice et du droit. Qu'il suffise à tous de savoir que nous sommes aujourd'hui ce que nous avons toujours été et que nous serons dans l'avenir ce que nous sommes aujourd'hui, en assurant une fois de plus que, si le résultat des prochaines élections était contraire aux principes que nous avons toujours professés relativement à l'organisation de la forme républicaine, nous quitterions immédiatement le pouvoir pour combattre dans les rangs de l'opposition et y défendre avec l'énergie d'autrefois les idées que nous avons professées dans le Parlement et la presse et que nous avons propagées avec toute la force de notre caractère. »

M. Figueras émet ensuite l'espoir que ses explications engageront la députation de Barcelone à donner son appui au gouvernement de la république, qui est aujourd'hui l'unique planche de salut de la liberté en Espagne. La république, a dit le président, a besoin de l'ordre. Des troubles plus graves que ceux de ces jours derniers la tueraient. Si les Constituantes peuvent se réunir sans bouleversement, la république est définitivement établie en Espagne.

Le gouvernement espagnol vient de décréter la suppression et l'extinction des ordres militaires de Saint-Jacques, de Calatrava, d'Alcantara, de Montesa et de Saint-Jean, ainsi que des maîtrises (maestranzas) de Séville, de Grenade, de Ronda, de Valence et de Saragosse.

Le *Courrier des Etats-Unis* fournit les détails suivants sur les prévarications aux Etats-Unis :

L'histoire éditante du « Crédit mobilier » fait encore aujourd'hui les frais de la conversation dans la presse, et dans le public et les journaux qui ont épuisé toutes les formules de l'anathème contre les acheteurs et les achetés, recommencent aujourd'hui leur antienne à l'endroit des membres du comité d'enquête qui ont fait une besogne non moins malhonnête.

En fait, cette affaire a réalisé le prodige de mettre deux fois tout le monde d'accord, la première fois pour flétrir les coupables, la seconde pour révoquer la partialité des juges. Il est vrai que dans l'un et l'autre cas chacun eût voulu pouvoir démentir l'autre ; mais il y a un point où il faut s'arrêter, et où le decorum tient lieu de vertu : c'est que les victimes ont trouvé des défenseurs, et que les coupables épargnés sont condamnés par ceux-là mêmes au profit de qui a été perpétrée l'iniquité ; en d'autres termes, le comité d'enquête ayant eu l'audace de conclure à l'expulsion de deux membres démocrates du Congrès en absolvant leurs complices républicains, la majorité de ce dernier parti se révolte contre cet excès de complaisance et refuse de le sanctionner. Tel est le résumé le plus net de la situation, et il est juste de dire que si cette affaire a mis au jour de tristes turpitudes, elle aura eu au moins pour résultat de produire un acte de moralité.

Il n'y a qu'un cri d'un bout à l'autre de la presse pour stigmatiser l'étrange rapport du comité Polak sur les tripotages congressionnels du « Crédit mobilier », et s'il peut être quelque chose de plus scandaleux que ces tripotages, c'est assurément le cynisme avec lequel le comité d'enquête fait deux parts des coupables, donnant aux uns l'absolution et frappant les autres d'anathème. Il serait superflu pour nous de développer à nouveau les réflexions que nous avons déjà publiées à ce sujet ; mais nous sommes bien aises d'en trouver la consécration dans les journaux américains, dont voici quelques extraits :

Le *World* déclare que la tragédie qui se jouait devant le Congrès a tourné à la farce. Puis il ajoute :

« Le rapport du comité Polak recommande l'expulsion d'Oakes Ames, non pas pour avoir acheté des membres du Congrès, mais pour les avoir exposés à un affront public, — et celle de M. James Brooks, non pour avoir possédé des valeurs qu'il n'avait pas le droit de posséder, mais parce qu'il est un membre démocratique du Congrès. Tel est le jugement du tribunal choisi par le Congrès pour définir et réédifier la morale congressionnelle.

« Et quel pitoyable spectacle donne ce rapport... Que sont les fautes de l'un ou l'autre de ces hommes, aux yeux d'un tribunal qui n'est pas une cour de justice, mais un tribunal d'honneur, auprès des échappatoires de Garfield, de Kelley et de Dawes, auprès de l'imposture de Patterson, des équivoques de Wilson, de la bassesse de Colfax, se réfugiant d'un mensonge dans un autre. Le rapport du comité est une parodie de la justice, une honte pour les hommes qui l'ont adopté et pour le corps qui n'a pas le courage de le rejeter. Dans tout ce qu'a fait Oakes Ames pour justifier la proposition de l'expulsion, il n'est rien de quelconque qui ne soit républicain n'ait été complice. A tout ce qu'a fait Brooks on peut trouver l'équivalent dans les actes de quelque membre républicain qui siège en sécurité et va voter sur la résolution. »

La *Tribune* résume en peu de mots : « C'est une insulte à l'honnêteté et à l'intelligence du Congrès... Et maintenant, un Congrès tout entier composé d'hommes nuds va délibérer sérieusement sur une résolution qui met les péchés de tous sur le dos de deux. L'esprit de parti ne s'est jamais courbé si bas auparavant. Nous ne pouvons croire que la résolution passe. Non, messieurs du Congrès américain, cela ne répond pas à l'attente du peuple. Arrêtez. Ne prenez pas de résolution. Restez-en là. Renvoyez le tout au jugement du peuple. »

Le *Sun* n'est pas moins tranchant : « Le comité Polak, dit-il, en recommandant l'expulsion du Congrès de Oakes Ames et de James Brooks, et en absolvant leurs complices, a commis un grave outrage contre la probité officielle, contre l'ordre dans le gouvernement, contre la moralité et la pudeur publique, outrage que chacun de ses membres n'aura pas assez de jours pour regretter. Tous les hommes de sens, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, protesteront avec indignation, dans leur for intérieur, contre la conclusion partielle, injuste et illogique à laquelle est arrivé le comité, et attribueront sûrement cet étrange résultat à tout autre chose que le sentiment d'un devoir impérieux à accomplir sans crainte et sans faveur. »

Nous pourrions encore citer des articles innombrables dans le même sens des journaux de New-York ou de l'intérieur, de Washington, par exemple, où il est dit que M. Morgan, de Ohio, proposera la mise en accusation de M. Colfax, que M. Butler prendra la défense de M. Ames, et que probablement les résolutions proposées ne seront pas adoptées. Mais nous avons hâte de reproduire quelques passages d'un article remarquable du *Herald*, qui présente l'affaire sous toutes ses faces et en tire des conclusions irréfutables.

« Le rapport, dit-il, pour le résumer en quelques mots, déclare Brooks et Ames coupables de pratiques vénales et recommande leur expulsion de la Chambre ; il présente un plaidoyer digne d'un avocat criminel rompu au métier en faveur de Dawes, de Scofield, de Bingham, de Kelley et de Garfield, qui lave tous du mieux qu'il peut ; exonère justement le *speaker* Blaine, et supprime l'instruction contre le vice-président Colfax. L'action du comité paraît certainement équivoque ; il sera difficile d'écarter de l'esprit public la pensée qu'il a agi dans l'intérêt de la majorité du Congrès, et qu'en offrant MM. Brooks et Ames en sacrifice au sentiment public outragé, il a voulu couvrir d'autres personnes également coupables. »

Après cet exorde le *Herald* résume les faits démontrés par l'enquête. Ames a commencé sa distribution d'actions du Crédit mobilier en décembre 1867. A cette époque elles valaient le double de leur valeur nominale ; en janvier et février elles avaient quadruplé. C'est alors que Ames les livrait au pair à ceux qui avaient des autres dividendes futurs.

En janvier les premiers dividendes ont été distribués à raison de 80 p. c. suivant le rapport, mais, en réalité, de 120 p. c. en sorte que, outre leurs actions libérées, les *congressmen* ont eu des obligations qui ont excédant en argent les obligations du Union Pacific. Dawes, de Massachusetts, Scofield et Kelley de la Pennsylvanie, Bingham et Garfield, de l'Ohio, et les autres, ont reçu ainsi dix, qui vingt actions, non-seulement sans bourse délier, mais encore avec un solde plus ou moins considérable.

« Ces *congressmen* ont, il est vrai, commencé par nier qu'ils aient reçu de l'argent, mais leurs dénégations ont été réduites à néant par des chèques ou des reçus. Le mensonge était évident, ce qui n'empêche pas le rapport d'abandonner MM. Dawes, Scofield, Bingham, Kelley et Garfield, en concluant ainsi l'argumentation à leur décharge :

« La seule critique que le comité se croie en droit de faire sur la conduite de ces membres, c'est qu'en prenant ce *stock* ils n'ont pas assez pris soin de s'assurer de ce qu'ils prenaient, et que dans leur jugement l'assurance d'un bon placement était tout ce dont ils avaient besoin de s'enquérir. »

« Un seul fait balaise en un instant ce faux raisonnement et ce plaidoyer frauduleux. Le *stock* a été pris par certains membres en décembre 1867, par d'autres en janvier et février 1868. Dans certains cas, au moment même de l'achat et dans tous les cas à deux ou trois semaines de l'achat, ces mêmes *congressmen* abusent ont reçu 80 0/0 de dividende sur leurs actions. S'ils n'ont pas compris qu'ils étaient achetés au moment même de la transaction, ils n'ont pu manquer de s'en apercevoir promptement. Le juge Polak et ses associés se contentent d'eux-mêmes quand ils disent que la connaissance du montant et du caractère des dividendes serait une preuve de culpabilité, et qu'en même temps ils justifient les hommes qui ont conservé les actions et reçu les dividendes pendant des mois, et même pendant des années. »

« Le comité se stigmatise plus fortement encore quand il supprime en bloc tout ce qui se rapporte au vice-président Colfax, et se sous-traît à la responsabilité de faire même une allusion à ce qui le concerne. Ils disent pour leur excuse que M. Colfax est président du Sé-

nat, et comme tel échappe à leur juridiction. Ils savent cependant qu'aux termes de la Constitution « le vice-président peut être déclaré d'impeachment » et destitué pour cause de trahison, de vénalité, ou d'autres crimes on délits, — et qu'à la Chambre des Représentants seule appartient le droit d'impeachment. »

« Le rapport est maintenant la propriété du Congrès, et la Chambre des Représentants en peut faire ce qu'elle voudra. Mais à côté et au-delà de ce comité incapable et infidèle il y a le jury de tout le peuple des Etats-Unis, et ce jury rendra un verdict différent de celui prononcé par le juge Polak et ses associés.

Des verdicts marqués du stigmate des coupables tout ceux qui ont trempé dans cette infamie, et les membres de ce comité de « blanchisseurs » n'y échapperont pas. L'expulsion d'Ames et de Brooks sera ratifiée ; mais le jury de la nation ne permettra pas l'acquiescement de Colfax, de Dawes, de Scofield, de Bingham, de Kelley, de Garfield, ni d'aucun de leurs pairs en corruption. Et ce n'est pas seulement leur expulsion qu'il demandera ; il demandera que les égoïstes de l'honneur de leur pays, les hommes qui ont assassiné la réputation de la nation, et qui ont fait des plus hautes positions de la république une moquerie devant le monde entier, subissent le maximum du châtiment édicté par la loi. Or, la loi prescrit pour les crimes qu'ils ont commis une amende décente en maximum des sommes qu'ils ont reçues pour prix de leur déshonneur, et un maximum de dix années d'emprisonnement. De l'Atlantique au Pacifique s'élèvera un cri réclamant que la pleine mesure de la justice soit appliquée à ces serviteurs publics sans foi. Et il n'y a pas de rapport venant d'un comité infidèle qui puisse exonérer le plus mince compable de la condamnation qu'ils ont tous également méritée. »

Ces réflexions sont parfaitement justes dans leur ensemble et dans leurs détails, conclut le *Courier* et l'on peut assurer qu'elles répondent au sentiment universel.

« Ces réflexions sont parfaitement justes dans leur ensemble et dans leurs détails, conclut le *Courier* et l'on peut assurer qu'elles répondent au sentiment universel. »

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

PRUSSE. — On mande de Berlin, le 15 mars, aux journaux de Paris :

Aujourd'hui, à eu lieu la soirée donnée par l'ambassadeur de France. Environ 900 invitations avaient été envoyées. L'empereur Guillaume et l'impératrice Augusta, le prince héritier, les princesses et les princesses de la famille royale, M. de Bismarck, les ministres, les ambassadeurs des grandes puissances assistaient à cette soirée.

Un concert a été organisé par les soins de M. Pollini, impresario de la Compagnie artistique italienne. MM. Artot, MM. Padilla, Rossi et Vidal se sont fait entendre. Les artistes du théâtre de la cour ont prêté leur concours à ce concert.

Dans le dîner qui a eu lieu au château royal, en l'honneur des ambassadeurs japonais, l'ambassadeur de France a exprimé sa satisfaction particulière pour le passage du discours du trône concernant la France.

FRANCE.

Voici le texte de la note que le *Journal officiel* a publiée dans son numéro du 16 :

Un traité d'évacuation du territoire français, fruit de longues négociations, vient d'être signé aujourd'hui même, 15 mars, à cinq heures du soir, à Berlin.

Le gouvernement aurait voulu que l'Assemblée Nationale fût la première informée de cet heureux événement ; mais cela est devenu impossible, la dépêche qu'on attendait de Berlin n'étant arrivée à Versailles qu'à sept heures.

Tout le monde sait que le gouvernement a pu remplir avec une rapidité inespérée les engagements financiers que, par prudence, il n'avait pris que pour une époque éloignée.

Sur les trois milliards qui restaient à payer à l'Allemagne, l'un a été entièrement soldé cet automne. Le second, déjà versé en grande partie, sera complètement acquitté du 1^{er} au 5 mai prochain.

Le troisième et dernier milliard (cinquième de l'indemnité totale) sera versé au trésor allemand en quatre paiements égaux, les 5 juin, 5 juillet, 5 août, 5 septembre de la présente année.

En retour, S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, s'est engagé :

« A évacuer au 1^{er} juillet prochain les quatre

départements des Vosges, des Ardennes, de la Meuse, et de Meurthe-et-Moselle, ainsi que la place et l'arrondissement de Belfort. Cette évacuation ne devra pas durer plus de quatre semaines.

Pour gage des deux paiements restant à accomplir, la place de Verdun avec son rayon continuera jusqu'à l'octobre jusqu'à 5 septembre. A partir de cette date, elle sera évacuée en deux semaines.

Telles sont les conditions du nouveau traité, conditions longuement débattues, qui, malgré de douloureux souvenirs, réjouissent, nous n'en doutons pas, le patriotisme de tous les bons citoyens.

Dès que les instruments diplomatiques auront reçu la forme authentique, ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale, pour que, dans le plus bref délai possible, la ratification du président de la république puisse être échangée contre celle de l'empereur d'Allemagne.

NECROLOGIE. — Une dépêche annonce la mort du cardinal Billiet, archevêque de Chambéry.

SUISSE.

L'Univers a reçu la dépêche suivante :

« Soleure, 15 mars. Hier, le gouvernement soleurois a pris possession de l'évêché et en a fait inventaire, malgré la protestation de M. Lachat.

« Ce soir, l'évêché est traduit devant le tribunal par le gouvernement pour avoir refusé de livrer les fonds ecclésiastiques. »

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Constantinople, mercredi 19 mars.

La Turquie, parlant de l'incident de Bethléem, dit qu'il s'agit des rideaux de la grotte qui avaient brûlé en 1871 et que le gouvernement turc se proposait de rétablir pour éviter toute contestation entre les Grecs et les Latins. Mais le clergé latin en a remplacé une partie sans le concours du clergé grec, à la suite de quoi le patriarche grec a protesté le 15 mars auprès de la Porte.

Autre dépêche.

Copenhague, mercredi 19 mars.

Un avis du ministre de la marine porte que de nouveaux feux seront allumés pour la première fois le 15 avril prochain aux mûles de Saddingstrand et d'Esbyrg et fonctionneront ensuite pendant toute l'année de demi-heure en demi-heure à partir du coucher du soleil jusqu'à l'aurore.

BOURSE DE BERLIN DU 19 MARS.

Cours du change. A 3 semaines sur St-Petersbourg, 90 5/8 th. pour 100 r. A 3 mois sur St-Petersbourg, 93 5/8 th. pour 100 r. Prix des billets de crédit russes 52 1/8 th. pour 100 r. Emprunt russe de 1892 92 1/2. Emprunt russe de 1893 91 1/2. Obligations consolidées de 1870 91 5/8. Emprunt russe 3 0/0 66 1/2. 1^{er} emprunt à lots et primes 130 1/8. 2^e emprunt à lots et primes 129 1/4 th. 3^e emprunt (1854) 76 3/4. 4^e emprunt (1855) 90 3/4. Obligations du chemin de fer Nicolas 77 1/4. Actions de la Grande Société des chemins de fer 34 3/8. Obligations de la Société du chemin de fer Varsovie-Vienne 86.

DEPÊCHE DE L'INTÉRIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 7 MARS. Cours du change sur Londres, à trois mois 32 13/16 vend., 32 7/8 ach. Cours du change sur Hambourg, à trois mois 276 3/4 m. vend., 277 1/4 ach. Cours du change sur Paris, à trois mois 347 3/4 cent. vend., 348 ach.

FAITS DIVERS.

Un incident à la fois curieux et grotesque s'est produit à une des dernières audiences de la 4^e chambre de la cour d'appel de Bruxelles, présidée par M. de Prelle de la Niéppe.

Le sieur Schœp, demeurant à Molenbeek-Saint-Jean, avait été condamné par le tribunal correctionnel de Bruxelles pour avoir négligé de faire la déclaration de naissance de son enfant dans les délais et selon les formalités prescrites par la loi.

Le prévenu — qui est Flamand — s'était présenté dans le délai légal ; mais comme il prétendait ne pas comprendre le français, il demandait que l'acte fût rédigé en flamand. L'officier de l'état civil refusa de faire droit à cette

prétention, et Schœp se trouva bientôt dans le cas de l'article 361 du code pénal.

Appel de ce jugement a été interjeté par le prévenu. C'est cette affaire qui a donné lieu à la petite comédie dont nous parlons.

Lorsque cette cause fut appelée, M. Deporter et Delaet fils, du barreau d'Anvers, défenseurs du prévenu, déclarèrent à la cour qu'ils allaient plaider en flamand, vu que leur client ne comprenait pas le français. M. le président leur fit observer que plusieurs membres de la cour ne comprenaient pas un mot de cette langue, et que MM. les défenseurs feraient bien de ne pas insister.

Ce conseil du président mit ceux-ci de mauvaise humeur ; ils insistèrent de plus belle. Le président leur dit que chacune de leurs phrases devrait dans ce cas être traduite par l'interprète. M. Delaet et Deporter, qui n'ont sans doute qu'une confiance tempérée dans les aptitudes du traducteur de la cour, prétendirent donner eux-mêmes la traduction de leurs plaidoiries. Une telle prétention fut taxée d'enfantillage par l'honorable président. Ce mot eut du succès. Il excita les plus énergiques protestations de la part des défenseurs, qui s'écrièrent — en français — qu'on portait atteinte au droit de la défense ; le public qui était fort nombreux et parmi lequel se trouvaient, dit-on, un certain nombre de flamandais d'Anvers et des habitants de Molenbeek-Saint-Jean, poussa un formidable *hou ! hou !* Un *tonn-bohu* s'ensuivit dont on n'a guère d'exemple dans les annales judiciaires.

M. le président, investi de la police de l'audience, voulut faire évacuer la salle, ce qui n'était pas chose facile. Un monsieur, qui se trouvait au banc des avocats, s'écria : « Et les journalistes ? »

M. le président. — Ils peuvent rester. Aussitôt l'on vit chacun se soulever et prendre en main un bout de papier, qui une gazette. La galerie ne se composait plus que de journalistes improvisés !

C'est alors que le président suspendit l'audience et fit requérir la force publique.

Bientôt le bruit se répandit que les huis-clos allaient être ordonnés ; tous les avocats, depuis les stagiaires jusqu'aux sommités du barreau, se précipitèrent vers le vestiaire pour y revêtir leurs robes.

Après un quart d'heure de suspension, l'audience fut reprise. Sur le réquisitoire de M. le substitut Bosch, la cour, dans l'intérêt de l'article 90 de la Constitution, prononça le huis-clos.

M. Delaet et Deporter adressent à la cour de nouvelles protestations au sujet de l'atteinte que l'on a voulu porter à leurs droits.

M. Bosch, substitut du procureur général. — Je préviens les avocats que si les prévenus ne cessent pas de se plaindre, je requerrai contre eux les mesures les plus rigoureuses.

M. Deporter présente en flamand la défense du prévenu. Chacune de ses phrases est traduite par l'interprète, M. Bosch. Ce procédé excite fréquemment l'hilarité du public, exclusivement composé d'avocats et de trois journalistes flamandais. M. Bosch fait preuve d'un grand sang-froid et déploie tous les efforts dont il est capable pour rendre aussi exactement que possible les paroles des orateurs. Il n'y réussit pas, du moins à en juger par l'attitude des avocats, qui font des gestes de mécontentement, de désespoir et de pitié ; souvent même ils corrigent ou soulignent la traduction à M. Bosch. M. Deporter dit que la traduction est dérisoire et ne tient pas ensemble.

M. Bosch (vexé). — C'est votre plaidoirie qui ne tient pas ensemble. (Bruyante hilarité.) L'avocat réplique plusieurs fois les mêmes phrases ; M. le président l'interrompt :

Vous l'avez déjà dit six fois ; vous faites perdre à la cour un temps précieux ; si vous vous y répétez encore, je vous renverrai la parole.

M. Deporter, dans un mouvement d'élégance, fait une prière sans fin. M. le président l'interrompt : « Interprète, traduisez. »

M. Bosch. — La phrase n'est pas encore complète, M. le président.

M. le président (anxieux). — Pas encore complète ?

M. Deporter. — *Vis major est cui resistere non potest.*

M. Bosch. — Ça je ne comprends pas ! Le défenseur lit en français un extrait d'un réquisitoire de M. Faider, après quoi il cède la parole à son confrère, M. Delaet.

M. Delaet. — Je serai très-bref.

M. le président. — Oui, le plus bref possible.

BOURSE DE ST-PÉTERSBOURG DU 7 MARS 1873.

HANG E. FONDS PUBLICS. CHEMINS DE FER.				ACTIONS ET OBLIGATIONS.				ACTIONS ET OBLIGATIONS.			
COURS DU CHANGE EN ARGENT.				DEMI-IMPÉRIALE				VALEURS			
				r. » c. 6 r. 03 c. » r. » c.				primitive.			
				40/0 Mét. Février, » mois.				Ache-tours.			
				» » Août				Ventes.			
				Escompte 61/2 r 0/0				YENTES faites.			
VALEURS NON LIBÉRÉES.											

UNE ANGLAISE ayant encore quelques heures de son temps, désire donner des leçons. S'adresser à l'Anglais petite Sadovaya, maison D'Amidov, log. n° 61. 673

LEÇONS d'anglais (conversation, théorie) par une dame. Pont des Eaux, 6, l. 75. 674

A VENDRE à très bon marché des meubles d'un excellent travail pour 3 chambres, et autres objets nécessaires à l'arrangement d'un beau logement. Maximilianovsky per., ancien Gloukhov, n° 18, log. 2, padize de parade. 687

A VENDRE une bonne calèche et deux drojki, l'un avec capote, le tout très fort, en très bon état et à bon marché. Grande Sadovaya, en face du Gostinnoy-Dvor, n° 18; s'adresser directement au magasin chimique. 679

JUSQU'AU 25 MARS vente des articles suivants, qui se trouvent à un prix trois fois moins élevé que le véritable. Jours hors de mode, bijoux, robes et autres. Dans la section particulière du Dépôt de bijoux, rue Michel, n° 1, de l'Ass. de la nobl. 671

UNE JEUNE DAME SUÉDOISE, depuis peu de temps à St-Petersbourg et n'ayant pas de connaissances, prie une personne aisée de lui prêter 200 r. pour pouvoir entreprendre quelque chose. — S'adresser les offres au bureau des annonces du journal, librairie Mellier, aux init. T. borg S. 668

COMPTABLE. Un négociant de Strasbourg (Alsace), 32 ans, parlant 4 langues et des affaires commerciales en Russie, désire changer sa position actuelle. Bonnes références et cautionnement au besoin. — S'adresser au pont de Kazan, maison Joukovsky, logement n° 16, sous les initiales J. J. 25. 675

UNE dame, qui a beaucoup voyagé, connaissant l'allemand, le français et un peu le russe, désire accompagner une dame ou une famille à l'étranger. S'ad. au bur. du jour. aux init. L. I. 657

UN TENEUR DE LIVRE 662 connaissant les langues française, russe, allemande et anglaise, ainsi que la tenue des livres en partie double, désire un emploi. Nevsky, n° 14, log. 15.

UN AGRONOME AUSLIEVLAND unverheirathet, der gegenwärtig noch im Innern Russlands in Stellung gut russisch spricht und mit guten Empfehlungen versehen ist, wünscht seine Stellung zu verändern. — Offerten bitten man in dem Bureau des Journal de St-Petersbourg, Polizeibüro Buchhandlung Mellier unter Chiffre G. K. abzugeben. 658

A VENDRE 8 chevaux de race, de 4 ans. Sergueïevskaya, m. Tchekavinsky, près du jardin de la Tauride. 654

CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL.
Aujourd'hui, jeudi 8 mars.
GRANDE REPRÉSENTATION
et 10^e début du « Rossignol à deux têtes », qui restera ici encore 2 jours.
On commencera à 7 heures 1/2.
Demain vendredi 9 mars, grande représentation et avant-dernier début du « Rossignol à deux têtes ».
Le directeur Ch. Hinné.

EAU ET Poudre des Cordillères
DENTIFRICES INDIENS.
L'eau dentifrice et la poudre des Cordillères guérissent les maux de dents avec la rapidité de la pensée. Toutes les affections dentaires et la carie disparaissent par l'usage quotidien de ce dentifrice. Fabrique et dépôt général à Paris, 61, rue Hauteville; à St-Petersbourg, Moscou, Odessa, Constantinople, chez les principaux parfumeurs et coiffeurs. 77

THÉÂTRE MARIE.
Jeudi, 8 mars 1873
SOIRÉE HUMORISTIQUE D'ANTISPIRITISME
donnée par E. BOSCO, de Turin, fils unique du célèbre B. Bosco, avec le concours de M. RIDELLY, de Vienne.
I. — ESSAIS PRATIQUES SUR LE SOI-DISANT SPIRITISME AMÉRICAIN ou CHARLATANISME MODERNE
c'est-à-dire : esprits frappeurs, médiumisme et défilé, médium coriand, table tournante, frappante et aérienne. — M. Bosco commencera sa soirée par quelques tours de prestidigitation, d'après le système de son célèbre père (sans appareils).
II. — Représentation d'Optique et de Physique par M. KROSSO. — La 1^{re} et 2^e partie des Œuvres de Dante « LA DIVINA COMEDIA ». — Terminera le spectacle LA FATA MORGANA, jeux de lumière du plus grand effet. — On commencera à 8 heures. 661

L. LEGRAND
297, Rue Saint-Honoré, Paris
PARFUMS NOUVEAUX
ESS-ORIZA
ADOPTÉS PAR LA FASHION. Ayant obtenu la Médaille de mérite à l'Exposition universelle de Paris 1867.
Oriza-Lys, Oriza Bouquet, Oriza de la Floride, Oriza de la Caroline, Oriza de la Vierge, Oriza de la Sainte-Trinité, Oriza de la Vierge, Oriza de la Sainte-Trinité, Oriza de la Vierge, Oriza de la Sainte-Trinité.
Dépôts à Saint-Petersbourg : chez les principaux Parfumeurs et Coiffeurs de la Russie. 63

Два заперстольные образа знаменитого русского живописца К. П. Брюллова, величайший каждый по весу лист почтовой бумаги и раскрашены красками, как в заперстольных образах.
1. Спаситель на Кресте. У распятого на заре утра, в безмолвной глубокой печали, находится: Матерь Божия, Иоанн Богослов, св. Иосиф и дщ. Марии. Господь изображен в то самое мгновение, как, по свидетельству евангелистов, когда он испускает дух. Взор его уже померк и в устах соединены концы страдания и начало вечного блаженства. Выражение это невыразимо словами, только кисть Брюллова могла передать это божественное чувство вдохновения, руководимое гением. Цифра с приложением объяснения 1 p. 50 k.
2. Троица Святая: отец, слово и святой дух. (См. три единство). Св. оло державина «Бог». Цифра 50 k. Продаются в книжном магазине, № 16, ЛИСЕНКОВА, в Гостином дворе, на Невском проспекте, в бель-этаж, в С.-Петербург. Изящно и быстро высылаются немедленно. 684

DEPOTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG
1° Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3.
2° au pont d'Amstschkow, maison Mednikow.
3° Grande Mestchanskaya, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
4° Grande Morskaya, maison Jacquot.
5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
6° A Vassili Ostrow, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.
VENTE EN GROS
Grande Mestchanskaya, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
Dépôt central et comptoir.
Place Michel, maison de l'église catholique, log. n° 42.
Seul dépôt dans l'intérieur de la Russie à Moscou : chez Krüger et Katsch, au pont des Marchaux.
Fabrique de parfumeries superfinies et hygiéniques.
Grand dépôt des spécialités des principales maisons de France et d'Angleterre.
Eaux-de-Cologne de Jean-Marie Farina et de Clémentine-Martin Klosterfrau de Cologne.
ENCRES A COPIER DE CHEMNITZ.
Articles de Paris, de Vienne et de Londres.
On peut se procurer les produits du laboratoire chimique de St-Petersbourg chez les principaux commerçants, pharmaciens et droguistes de l'intérieur. 5

ON DEMANDE auprès de jeunes enfants une surveillante connaissant la musique. Kounetchnoi per., n° 15, log. 2. 630

UN JEUNE homme connaissant parfaitement le français et le russe cherche une place de secrétaire-interprète ou de commis. Vieux Petersbourg, Grande pers. 53, log. 4. A. R. 619

R. H. WAPLER. 642
Commissionnaire in Shoddy-Garnen, Kirchberg in Sachsen.

TAILLEUR recommandé pour sa coupe élégante et la modicité de ses prix : costume complet tricot, depuis 25 r.; étoffes anglaises et françaises de 30 à 40 r. Magasin A. Bollet, tailleur et lingerie, pers. Nevsky, n° 10. 634

COURONNES POUR TOMBEAUX
en fer-blanc vernis se vendent au magasin de D. Zwerner, de trois à cinq roubles la pièce.
Perspective Nevsky n° 46. 613

A LOUER UN LOGEMENT
de 6 pièces, Grande-Morskaya, n° 52. 608

A LOUER pour cause de départ, un logement élégamment meublé à la parisienne, avec vaisselle et batterie de cuisine, trois chambres, antichambre et cuisine. Voznessenskaya, au coin du Gloukhovskoi pereoulok, maison Duval, logement n° 10. Visible de 1 à 3 heures. 625

A VENDRE une belle collection d'armes anciennes. Pers. Anglaise, n° 19, log. 3. On peut les visiter de midi à 4 h. 651

A VENDRE
un petit chien blanc de race havanaise. S'adresser pers. Izmailovskaya, maison n° 15, log. n° 5. 602

TATTERSALL DE MOSCOU.
A VENDRE
de beaux chevaux de selle, des chevaux d'attelage dressés à l'anglaise, ainsi que des chevaux de course, préparés pour les steeple-chases. Les chevaux x prouvent des haras impériaux. 636

UNE MAISON FRANÇAISE
faisant le commerce des Vins de premier choix Bordeaux, Bourgognes, Champagne mousseux et Vins d'Espagne
demande un AGENT sérieux et actif pour le placement de ses vins dans la clientèle bourgeoise de St-Petersbourg et environs.
Conditions très avantageuses.
Ecrire franco aux initiales : F. A. M. à Nancy. Poste restante, en indiquant de bonnes références. R. M. 640

Elixir américain
n° 3 des GOUTTES AMÉRICAINES d'Hippolyte Mayesky, sous le nom d'Elixir américain a provoqué parmi le public le désir de pouvoir les obtenir séparément. Ensuite de quoi le Dépôt des Gouttes américaines, (22, rue des Officiers, log. n° 15) en a préparé en flacons de Paris de deux grandeurs de 3 à 4 r. qu'il met en vente non-seulement au dépôt, mais aussi dans les principaux magasins de la capitale : chez Stoll et Schmidt, au laboratoire chimique, perspective Nevsky, maison de l'église catholique; au magasin de la Société russe de produits pharmaceutiques; au Gostinnoy-Dvor, chez les parfumeurs Rouzanow et Popow. 626



AU THÉÂTRE MICHEL
Jeudi 8 mars
GRANDE ET BRILLANTE REPRÉSENTATION
du célèbre magicien
professeur BLOCKER
avec le concours d'artistes nouvellement engagés à Paris.
TROUPE DE GYMNASTES
composée de 15 demoiselles :
Miss Azella et Rosita, (surmontées les « phénomènes volants »),
Miss Francina, première vélocipédiste, Miss Léopoldine Ad-dacker, Heinz, Jackson, Jessy, Coraly, Angely, Miranda, Berthe, Mazilia, Calery, Ambrosio et Letazzi.
La représentation se compose de quatre parties : Nouvelles expériences physiques, Haute magie, Gymnastique extraordinaire encore jamais vue, et de :
Tableaux vivants mythologiques
mis en scène d'après des tableaux originaux par l'académicien PAOLO BACCHERA de Turin.
On commencera à 7 h. et demie.
On peut se procurer des billets à la caisse du théâtre Michel tous les jours des 10 heures du matin. 631
Chaque représentation est composée d'un nouveau programme.

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ RUSSE DE CONSTRUCTION.
Conformément au § 36 de ses statuts, la direction de la Société russe de construction a l'honneur d'inviter MM. les actionnaires à la première assemblée générale ordinaire qui aura lieu au siège de la direction, Quai Anglais, n° 28, à 1 h. de relevée, le 31 mars courant, afin d'examiner et de ratifier le compte-rendu et le bilan pour 1872, l'état prévu des dépenses et le plan d'opérations pour l'année courante et pour fixer la limite la plus élevée de la somme dont peut disposer la direction en sus de celle déterminée par l'état prévu, ainsi que pour élire les membres de la commission de révision. — A l'assemblée générale des actionnaires peuvent se présenter personnellement ou se faire représenter par un fondé de pouvoir pris dans le nombre des autres actionnaires et muni d'une déclaration écrite à cet effet et adressée à la direction; un actionnaire ne peut en représenter qu'un seul (art. 38 des statuts). Pour obtenir le droit d'assister à l'assemblée générale, les actionnaires doivent présenter leurs actions, ainsi que leurs procurations au moins une semaine avant la date fixée pour l'assemblée générale (§ 39 des st.). Chaque actionnaire a le droit d'assister à l'assemblée générale et de prendre part à la discussion des questions soumises à l'assemblée, mais le droit de voter n'appartient qu'à celui qui est propriétaire de 25 actions au moins; 75 actions donnent droit à 2 voix, 150 à 3 voix, 400 et davantage à 4 voix. Personne ne peut avoir plus de 4 voix en son propre nom et plus de 4 voix par procuration, soit en tout plus de 8 voix (§ 40 des st.). Les actionnaires possédant moins de 25 actions peuvent, par une procuration spéciale, réunir leurs actions aux fins d'obtenir une voix ou davantage jusqu'aux limites déterminées par le § 40. Le propriétaire d'actions qui par cette réunion d'actions a obtenu ainsi droit de voter peut accepter la procuration, conformément au § 40 des st., d'émettre le vote pour d'autres propriétaires d'actions ayant droit de voter (§ 41 des st.). 670

AVIS.
J'ai l'honneur d'annoncer par la présente à tous mes amis et connaissances, ainsi qu'à l'honorable public en général, que depuis le 15 février de l'année courante j'ai pris pour mon compte les deux
CAVES DE VINS D'ESPAGNE
Petite Sadovaya, n° 2, et place Znamény, n° 120
sous l'ancienne raison sociale
BAXERES & C^e
et que je continuerai les affaires.
Je me recommande à la bienveillance du public qui voudra bien m'honorer de sa confiance. 672
Armand Diedrichsohn.

VERITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
de ELIAS HOWE junior
ST-PETERSBOURG
Gr. rue des Ecuries, maison Bachmakow, № 29.
MOSCOU
Gr. Loubianka, maison du prince Golitsyne, chez G. BLOCK. 669
S. ROBERT, agent principal pour toute la Russie.
Comptoir : Rue Michel, № 3.

MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES
des meilleurs systèmes
Königsberger & C^{ie}.
St-Petersbourg, Gr.-Morskaya, coin Kirpichnoi pereouk, n° 20.
Moscou, Grande Loubianka, maison Mazourine, en face de l'Hôtel Billot. 681

BANQUE DE COMMERCE PRIVÉE DE MOSCOU.
(Московский Купеческий Банкъ).

Situation au 28 février 1873.		
ACTIF.		
Caisse	764,162	23
Banque de l'Etat, comptes courants à intérêts	4,591,760	67
Comptes courants à différentes banques	40,072	56
Avances sur valeurs publiques	4,631,833	23
Avances sur marchandises	14,738,305	—
Portefeuille des effets de commerce escomptés	419,351	—
Portefeuille des effets de commerce sur nantissements	29,393,864	93
Coupons, etc., escomptés	886,340	—
Effets à l'encaissement	403,434	26
Portefeuille des valeurs publiques, actions, espèces	385,862	70
Frais de l'administration et frais généraux depuis le 1 ^{er} janvier 1873	2,779,245	46
Immeuble, matériel et mobilier de la Banque	49,499	72
Comptes d'intérêts sur les dépôts pour l'année 1873	802,689	74
Effets de commerce en commission	368,736	90
Transferts étrangers	289,562	45
Comptes courants spéciaux (sur nantissements)	287,805	30
Traites protestées	2,386,414	42
Débiteurs divers	56,388	38
	2,576,823	22
	61,220,118	94
PASSIF.		
Capital de fondation	5,000,000	—
Capital de réserve	359,107	84
Comptes courants à intérêts	7,757,551	66
Dépôts à intérêts	44,701,007	72
Intérêts, commission, etc., pour l'année 1873	579,094	65
Sommes transférées de l'année 1872	1,684,232	01
Profits de l'exercice 1872	1,139,125	06
	61,220,118	94

REGLEMENT POUR L'ADMISSION DES ÉLÈVES A L'ÉCOLE TECHNIQUE du département de la marine.

L'école technique du département de la marine, située à Cronstadt, fait savoir qu'elle admettra des élèves au mois d'août 1873 aux conditions suivantes :

- 1° Les jeunes gens de toutes les classes de la Société sont admis à l'école technique.
- 2° Peuvent y entrer ceux qui auront au 1^{er} septembre de l'année courante : 17 ans au plus ou 13 ans au moins — à la section d'artillerie et à celle de pilotage, et 18 ans au plus ou 15 ans au moins — à la section de construction navale et à la section mécanique.
- 3° Les personnes qui désirent faire entrer à l'école technique leurs fils, leurs parents ou les mineurs qui se trouvent sous leur tutelle sont invitées à présenter, pour le 1^{er} août au plus tard, une requête, rédigée d'après le formulaire indiqué ci-dessous, et dans laquelle doit être précisée la section où l'on veut faire entrer les jeunes gens. La requête doit être accompagnée : de l'acte de naissance, de l'extrait de baptême et d'un certificat de congé délivré par la commune. Ce dernier document n'est exigé que des jeunes gens qui appartiennent aux classes imposées.

Observation : Les élèves des établissements d'éducation peuvent, au lieu des actes de naissance et de baptême authentiques, présenter des copies de ces actes contresignées par les chefs desdits établissements.

- 4° Les jeunes gens qui désirent entrer à l'école sont tenus de s'y présenter le 25 août au plus tard pour être soumis à un examen médical.
- 5° Ceux qui sont par les médecins reconnus aptes au service maritime, subissent à l'école un examen dont le programme suit plus bas.
- 6° De tous ceux qui ont subi avec succès leurs examens d'admission entrent cette année à l'école, et cela d'après la valeur respective de leurs examens : à la section d'artillerie 7 candidats; à celle de pilotage 23; à celle de construction navale 3; à la section de mécanique 6. Les aspirants qui ne feront pas partie de ce chiffre peuvent se présenter une seconde fois aux prochains examens, pourvu qu'ils n'aient pas dépassé l'âge fixé dans le § 2.

Observation. Dès leur entrée à l'école les élèves sont répartis dans les sections d'artillerie, de pilotage, de construction navale et de mécanique, d'après le désir émis dans la requête présentée avant leur entrée. La durée du cours à l'école est de quatre ans et ceux qui l'ont terminé sortent en qualité de « conducteurs » du corps : de l'artillerie de marine, des pilotes, des ingénieurs de constructions navales et d'ingénieurs-mécaniciens. Pendant tout leur séjour à l'école technique du département de la marine, les élèves sont entretenus aux frais de la couronne; les livres et tout ce qui leur est nécessaire pour leurs études, leur est fourni gratis.

7° Les jeunes gens atteints des maladies suivantes ne sont point admis à l'école technique :

- a. Ceux qui sont atteints de scrofules, surtout si cette maladie se manifeste à l'extérieur ou a frappé les glandes, les yeux, les oreilles, les jointures; de maladies de la peau et d'ulcères chroniques.
- b. Ceux qui souffrent de convulsions, de l'épilepsie, de la danse de Saint-Guy, etc.

Observation. L'examen médical ne peut pas préciser l'existence de l'épilepsie, aussi les parents et tuteurs sont-ils prévenus que dès que cette maladie se manifestera chez un élève après son admission, il sera immédiatement rendu à ses parents ou aux personnes qui l'auront fait entrer à l'école.

- c. Ceux qui souffrent d'asthme, de crachement de sang et qui ont des prédispositions aux maladies de poitrine ou de cœur.
- d. Ceux qui sont contrefaits.

Examen d'admission à l'école technique :

- 1° Les jeunes gens qui se présentent à l'examen doivent connaître d'une manière satisfaisante toutes les branches de l'instruction générale d'après le programme cité ci-dessous.
- 2° L'appréciation des connaissances se fait d'après le système de 12 points (balles). On ne peut pas recevoir moins de six points et la moyenne de tous les points doit être au moins de sept.
- 3° Sur deux élèves ayant une moyenne de points égale ou donne la préférence à celui qui a reçu un meilleur point pour les mathématiques.

Le programme de l'examen d'admission contient ce qui suit :

- a. **Religion :** 1° Histoire sainte (Ancien et Nouveau Testament), 2° rituel.
- b. **Mathématiques :** pour les sections d'artillerie et de pilotage : 1° arithmétique, 2° algèbre, jusqu'aux équations carrées inclusivement, et 3° géométrie, jusqu'aux lignes proportionnelles. Pour les sections de construction navale et de mécanique : 1° arithmétique, 2° algèbre, jusqu'à la théorie des logarithmes et les fractions continues, 3° toute la géométrie.
- c. **Langue russe :** 1° grammaire russe et 2° savoir lire la langue slave de l'Eglise afin de pouvoir lire les livres d'Eglise.
- d. **Géographie :** 1° description physique et politique de tous les Etats de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, 2° description physique et politique de l'Empire de Russie et 3° dessin de cartes par cœur.
- e. **Histoire :** pour les sections d'artillerie et de pilotage — l'histoire ancienne; pour les sections de construction navale et de mécanique — l'histoire ancienne, l'histoire du moyen-âge et l'aperçu général de l'histoire de Russie.

Observation. Pour ce qui est des langues étrangères vivantes, du français ou de l'anglais, on exige la lecture et une traduction de morceaux faciles de l'une de ces langues en russe.

4° L'examen pour toutes les branches susmentionnées aura lieu d'après des programmes très courts et très généraux composés par la commission d'examen et contenant l'énumération des principales parties de chaque science, sous la dénomination généralement adoptée, quel que soit le livre d'études ou la méthode d'enseignement suivie. On a en vue, en agissant ainsi, de rendre plus générale la possibilité de se présenter aux examens et de permettre aux examinateurs de porter plus d'attention sur le fond des réponses que sur la faculté de mémoire de ceux qui répondent.

Observation. On peut se procurer un programme détaillé de l'examen d'admission en s'adressant en personne ou par correspondance à la chancellerie de l'école technique à Cronstadt.

Voici le formulaire de la requête :

« Въ Техническое училище морского вѣдомства (такого-то) ПРОШЕНИЕ.

« Желая опредѣлить сына моего (или родственника) NN на воспитаніе въ Техническое училище морского вѣдомства, въ артиллерійскому отдѣлу (или по штурманскому, или по кораблестроительному, или по механическому), я нижеподписавшійся имѣю честь препроводить документы о рожденіи и крещеніи его, и (для податныхъ сословій) увольнительное свидѣтельство отъ общества, о полученіи которыхъ прошу удовольствіе. Означенный сынъ (или родственникъ) мой явится въ Училище къ установленному приемному сроку. Если онъ по медицинскому освидѣтельствуванію не окажется способнымъ къ морской службѣ, или не удовлетворитъ условіямъ приема, а также, если и въ слѣдующее время начальство училища признаетъ нужнымъ, вслѣдствіе дурного его ученія или поведенія, исключить его изъ числа воспитанниковъ, то я обязываюсь, по первому требованію Училища, безъ замедленія взять его обратно на свое попеченіе. Мсяцъ, число, годъ, подпись. »

Observation. La signature doit être légalisée par la police ou par les chefs immédiats du postulant avec l'apposition du sceau de la Couronne. 682